

RAPPORT FINANCIER

1^{ER} SEMESTRE 2013



SOMMAIRE

LOCINDUS AU 30 JUIN 2013	3
FAITS MARQUANTS	3
ANALYSE DE L'ACTIVITE	4
FINANCE ET TRESORERIE	6
ANALYSE DES RESULTATS	8
EVENEMENTS RECENTS	9
PERSPECTIVES 2013	9
ACTIONNARIAT.....	10
TABLEAU DE BORD DE L'ACTIONNAIRE	10
AGENDA DE L'ACTIONNAIRE	10
RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL	11
CAPITAL SOCIAL.....	11
ACTION LOCINDUS.....	13
GOVERNEMENT D'ENTREPRISE	16
ORGANES DE DIRECTION.....	16
ORGANES D'ADMINISTRATION	16
MESURE ET SURVEILLANCE DES RISQUES	17
ORGANISATION GENERALE ET EVOLUTION DU CONTROLE DES RISQUES	18
RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE	20
RISQUES FINANCIERS	25
RISQUES DE MARCHE	29
RISQUES DE REGLEMENT	29
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013	30
A. BILAN CONSOLIDE.....	31
B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	32
C. RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	33
D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	34
E. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	35
F. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	36
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	64
RESPONSABLE DU DOCUMENT.....	66

Abréviations utilisées dans ce document
Md€ : milliards d'euros, M€ : millions d'euros, k€ : milliers d'euros

FAITS MARQUANTS

- La production nouvelle mise en force de Locindus au 30 juin 2013 s'élève à 31,9 M€ contre 14,6 M€ au 1^{er} semestre 2012.
 - Dans un contexte de ralentissement général sensible de l'activité économique, la nouvelle production mise en force au cours du premier semestre a permis d'atteindre un montant de 31,9 M€, portant sur quatre dossiers de crédit-bail immobilier dont certains avaient été autorisés en fin d'année 2012.
 - Par ailleurs, trois dossiers de crédit-bail, pour un montant de 38,6 M€, font l'objet d'un accord client et sont en phase de signature notariée.
 - Les engagements potentiels autorisés en Comité d'Engagements s'élèvent à 4 M€.
- Le résultat net consolidé du 1^{er} semestre 2013 s'élève à 4,5 M€. Il est en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2012 (5,6 M€) en raison principalement de la baisse des produits exceptionnels dégagés par les filiales SCRIBE, particulièrement élevés au 30 juin 2012 (3,7 M€ au 30 juin 2012 contre 0,9 M€ au 30 juin 2013).
- En relation avec l'actualisation de la notation du groupe BPCE et du Crédit Foncier, les agences ont actualisé les notes de la Société Locindus. Le 5 avril 2013, Moody's a confirmé les notes A2 pour les émissions long terme et P-1 pour les émissions court terme, avec perspective stable. Le 21 juin 2013, Standard & Poors a confirmé les notes respectives de A- et A-2, avec perspective en développement.
- Augmentation de capital : l'Assemblée générale ordinaire réunie le 16 mai 2013 a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2012, soit 1,00 € par action, et décidé que chaque actionnaire pourrait opter pour le paiement du dividende soit en numéraire, soit en action.

A l'issue de cette opération, le capital social est augmenté de 4 394 052,25 €. Il est porté de 57 223 304,25 € à 61 617 356,50 €, divisé en 10 716 062 actions de 5,75 € de nominal entièrement libérées dont 7 982 225 détenues par le Crédit Foncier représentant 74,49 % du capital. Le Conseil d'administration du 31 juillet 2013 a constaté cette augmentation de capital et procédé à la modification de l'article 6 des statuts en conséquence.

ANALYSE DE L'ACTIVITE

► PRODUCTION AU 1^{ER} SEMESTRE 2013

La production mise en force du 1^{er} semestre s'élève à 31,9 M€ et concerne deux dossiers de crédit-bail autorisés en fin d'année 2012 d'un montant global de 20,3 M€ ainsi que deux nouveaux dossiers de crédit-bail dossiers pour un montant global de 11,6 M€.

Par ailleurs, trois dossiers de crédit-bail, pour un montant de 38,6 M€, font l'objet d'un accord client et sont en phase de signature notariée qui devrait intervenir avant la fin de l'exercice.

Les nouveaux engagements potentiels autorisés en Comité d'Engagements portent sur un dossier de crédit-bail immobilier d'un montant de 4 M€.

LOCINDUS maintient une stratégie prudente dans laquelle la maîtrise des risques reste prioritaire et se traduit par des critères de sélection stricts pour chaque dossier dans un contexte de baisse générale de l'activité et de concurrence toujours prégnante entre les établissements financiers sur les dossiers de qualité.

► ENGAGEMENTS AU 30 JUIN 2013

(en M€)		30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Crédit-bail Immobilier (CBI) et Location longue durée (LDD)	Bilan	406,2	450,3	443,1
	Immobilisations en cours	37,1	4,8	20,0
	Hors bilan	73,7	64,1	72,6
	<i>Sous-Total</i>	<i>517,0</i>	<i>519,2</i>	<i>535,7</i>
Prêts hypothécaires	Bilan	167,3	229,6	201,3
	Hors bilan	11,8	13,8	12,0
	<i>Sous-Total</i>	<i>179,1</i>	<i>243,4</i>	<i>213,3</i>
Total		696,1	762,6	749,0

Au-delà des amortissements naturels des encours, les encours globaux auprès de la clientèle (bilan et hors bilan, y compris les immobilisations en cours) sont en baisse par rapport au 30 juin et 31 décembre 2012 en raison principalement de remboursements anticipés de prêts hypothécaires intervenus au cours du premier semestre 2013.

Pour leur part, les engagements en crédit-bail immobilier et location longue durée s'établissent à 517 M€ et restent stables sur un an (519,2 M€ au 30 juin 2012).

Patrimoine de location simple au 30 juin 2013

Lieu	Destination	Nature Juridique	Surface	Taux d'occupation	VNC (en K€)
PUTEAUX	Lots à usage de bureaux	Copropriété	1 816 m ²	0 %	2 894
MONTIGNY LE BRETONNEUX	Lots à usage de bureaux	Copropriété	3 157 m ²	75 %	1 960
CESSON SEVIGNE	Ateliers	Bail à construction	773 m ²	100 %	166
			5 746 m²	55 %	5 020

Aucune autre cession d'actif n'est intervenue au cours du 1^{er} semestre.

La valeur nette comptable s'élève à 5,0 M€ et la valorisation à 6,6 M€.

FINANCE ET TRESORERIE

LOCINDUS a poursuivi au cours du premier semestre 2013, en relation avec le Crédit Foncier, une gestion financière prudente. Ainsi, l'utilisation de la trésorerie pour financer partiellement la production a été effectuée selon des règles prédéterminées afin de maintenir la liquidité de la Société et de respecter les ratios réglementaires. La gestion et le placement de la trésorerie ont été effectués en tenant compte de l'échéance du BMTN de 114,7 M€ le 27 mai 2013.

► LES LIGNES DE FINANCEMENT AUPRES DU CREDIT FONCIER

Au 30 juin 2013, l'encours de refinancement de Locindus auprès du Crédit Foncier s'élève à 163 M€. Il correspond à l'adossement de 38 contrats.

Pour l'année 2013, Locindus bénéficie auprès du Crédit Foncier d'une autorisation de refinancement à hauteur de la production prévisionnelle.

Elle permet, en cas de besoin, à Locindus d'adosser en taux et en liquidité l'ensemble des engagements accordés aux contreparties.

► AUTORISATION DE DECOUVERT

Le Comité de gestion de bilan du Crédit Foncier a renouvelé en 2013 l'autorisation de découvert à hauteur de 5 M€.

Au 30 juin 2013, il n'y a eu aucune utilisation de ce découvert.

► SITUATION DE L'ENDETTEMENT EXTERNE

Après remboursement du BMTN du CIC de 114,7 M€ à échéance du 27 mai 2013, le solde de l'endettement de Locindus est composé de deux emprunts obligataires détaillés ci-dessous, représentant 250 M€ à échéance janvier 2014 et septembre 2016.

Par ailleurs, Locindus bénéficie d'un refinancement affecté à un dossier spécifique (encours de 31 M€ au 30 juin 2013) auprès d'une autre entité du groupe BPCE.

EMPRUNTS OBLIGATAIRES au 30 juin 2013

EMPRUNTS OBLIGATAIRES	Montant (M€)	Durée	Date d'échéance
NATIXIS	100	10 ans 2 mois	06/01/2014
CACIB	150	10 ans	20/09/2016
	250		

► PLACEMENTS DE TRESORERIE

Locindus n'intervient plus sur les marchés financiers ; les placements de trésorerie se font exclusivement avec le Crédit Foncier, de façon totalement sécurisée sous forme de placements à terme (PT).

Au cours du premier semestre 2013, plusieurs opérations de placement sous forme de prêts à terme auprès du Crédit Foncier ont été réalisées à des conditions de marché.

Au 30 juin 2013, l'encours s'élevait à 40 M€.

Contrepartie	Type	Montant En M€	Date	
			Début	Fin
Crédit Foncier	PT	40	28/06/2013	02/01/2014

ANALYSE DES RESULTATS

► RESULTAT CONSOLIDE

Le résultat net consolidé du 1^{er} semestre 2013 s'élève à 4,5 M€ en baisse par rapport à celui du 1^{er} semestre 2012 (5,6 M€) sous l'effet de moindres produits exceptionnels.

Il se décompose de la façon suivante :

(en M€)	1er semestre 2013	1er semestre 2012	Variation 2013/2012
Produit Net Bancaire (PNB)	8,8	12,6	-30,2 %
Charges générales	-2,8	-3,4	-17,6 %
Résultat brut d'exploitation	6,0	9,2	-34,8 %
Coût du risque	0,8	-0,1	NS
Impôt sur les sociétés	-2,3	-3,5	-34,3 %
Résultat net consolidé	4,5	5,6	-19,6 %

Le produit net bancaire récurrent, impacté par l'évolution des taux d'intérêts et des encours, du 1^{er} semestre est en baisse de 0,5 M€ (7,7 M€ au 30 juin 2013 contre 8,2 M€ au 30 juin 2012).

Le produit net bancaire exceptionnel du 1^{er} semestre est de 1,1 M€ contre 4,4 M€ au 30 juin 2012 compte tenu d'un nombre plus limité d'opérations de location longue durée, portées par les filiales SCRIBE, transformées en crédit-bail immobilier.

Les charges générales du premier semestre 2013 s'établissent à 2,8 M€ en baisse de 17,6 % (3,4 M€ au premier semestre 2012, impactés par des régularisations de taxes et charges).

Compte tenu des produits exceptionnels en forte diminution, le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2013 s'établit à 6,0 M€, en baisse de 34,8 % (9,2 M€ au premier semestre 2012).

Le coût du risque du premier semestre 2013 s'établit à +0,8 M€. Positif, il contribue au résultat.

► RESULTAT CONSOLIDE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Locindus et ses filiales SCRIBE recouvrent trois secteurs d'activité :

- L'activité dite de Location Financement (Crédit-bail immobilier et Location longue durée) :
Le PNB de cette activité est en baisse de 42,3 % à 6,7 M€ du fait de moindres produits exceptionnels liés aux transformations d'opérations de location longue durée en crédit-bail immobilier qu'au premier semestre 2012.
- L'activité de prêts hypothécaires classiques :
Le PNB de cette activité s'élève à 3,2 M€ (2,4 M€ au premier semestre 2012).
- L'activité de location simple : L'activité se traduit par un PNB négatif de 0,3 M€.

Les PNB mentionnés ci-dessus sont affectés globalement de charges financières de 1,0 M€, de charges générales d'exploitation de 2,8 M€ et d'impôts sur les Sociétés de 2,3 M€ non répartis par activité.

► ADEQUATION DES FONDS PROPRES

La société Locindus est comprise dans le périmètre de surveillance prudentiel au niveau de celui du Crédit Foncier. Elle ne publie pas de ratio de solvabilité « Bâle II » à ses propres bornes.

► DIVIDENDE

Le dividende de l'année 2012 s'est élevé à 9 942 577 € correspondant à un dividende de 1,00 € par action. A titre d'information, le dividende versé au titre des trois derniers exercices s'élève à :

(en €)

Exercices	Dividende	Dividende par action
2012	9 942 577,00	1,00
2011	9 293 621,00	1,00
2010	9 748 225,30	1,10

EVENEMENTS RECENTS

► MOUVEMENT AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration du 31 juillet 2013 a pris acte de la démission de Monsieur Christophe PINAULT de ses fonctions de Président et d'administrateur, à effet du 14 juin 2013.

Le Conseil a décidé de coopter en qualité d'administrateur Monsieur Philippe PETIOT pour la durée du mandat restant à courir de Monsieur Christophe PINAULT. Le Conseil après en avoir délibéré, a nommé Monsieur Philippe PETIOT, Président du Conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Christophe PINAULT. Ces décisions sont à effet 1er septembre 2013.

Mr. François THOMAZEAU, Vice-président du Conseil d'administration, assurera sa présidence de façon transitoire.

► AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Conseil d'administration en date du 31 juillet 2013, a pris acte de l'augmentation de capital de 4,4 M€, intervenue suite au paiement du dividende en actions. Ce dernier est porté à 61,6 M€, divisé en 10 716 062 actions de 5,75 € de nominal entièrement libérées, dont 7 982 225 actions détenues par le Crédit Foncier, représentant 74,49 % du capital. Le Conseil d'administration a modifié les statuts de la Société en conséquence.

PERSPECTIVES 2013

Les dossiers engagés et à l'étude permettent d'envisager un niveau d'activité prévisionnel proche de celui de l'année précédente. La Société poursuivra son activité dans le cadre de la maîtrise de ses risques et de sa rentabilité.

ACTIONNARIAT

TABLEAU DE BORD DE L'ACTIONNAIRE

CAPITAL ET RATIOS BOURSIERS (DERNIER COURS)		en €	
	2011	2012	2013 1 ^{er} semestre
Capital	53 438 321	57 223 304	61 617 356
Nombre d'actions	9 293 621	9 951 879	10 716 062
Capitalisation boursière (fin de période)	130 482 439	120 716 292	143 380 910
Bénéfice net consolidé par action	0,89	1,06	0,42
PER Groupe (fin de période)	x 15,8	x 11,5	x 31,8
Multiple de fonds propres Groupe (P/BV) (fin de période - avant répartition)	0,52	0,47	0,54

DONNEES BOURSIERES (DERNIER COURS)		en €	
	2011	2012	2013 1 ^{er} semestre
Cours fin de période	14,04	12,13	13,38
Cours le plus haut de la période	23,79	15,41	15,50
Cours le plus bas de la période	12,60	9,88	12,25
Cours moyen pondéré de la période	19,26	11,43	14,32

AGENDA DE L'ACTIONNAIRE

2013	
19 mars	Comité d'audit / Conseil d'administration Communiqué de presse "Résultats annuels 2012"
8 avril	Rapport financier annuel 2012
24 avril	Réunion des analystes
15 mai	Comité d'audit / Conseil d'administration Information financière trimestrielle (T1)
16 mai	Assemblée générale des actionnaires
31 juillet	Comité d'audit / Conseil d'administration Communiqué de presse "Résultats semestriels 2013"
29 août	Rapport financier semestriel
13 novembre	Comité d'audit Conseil d'administration
14 novembre	Information financière trimestrielle (T3)
17 décembre	Comité d'audit / Conseil d'administration

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL

Locindus, créé en 1968 et introduit en Bourse en 1970, est un établissement de crédit agréé en qualité de société financière.

Son objet social consiste à financer des opérations de crédit-bail, de location simple ou tout autre prêt portant sur tous biens mobiliers et immobiliers. Cet objet social est détaillé dans l'article 2 du Titre I de ses statuts.

La société Locindus est immatriculée à Paris : 642 041 768 RCS Paris – Code APE : 6491 Z

Depuis l'OPA effectuée par le Crédit Foncier de France en 2007, le siège social de Locindus se situe au 19, rue des Capucines 75001 - Paris, siège social du Crédit Foncier.

CAPITAL SOCIAL

► ÉVOLUTION DU CAPITAL

Au 31 décembre 2012 le capital social s'élevait à 57 223 304,25 €, divisé en 9 951 879 actions de 5,75 € chacune.

L'Assemblée générale du 16 mai 2013 ayant approuvé l'option de paiement du dividende 2012 en actions, le Conseil d'administration du 31 juillet 2013 a approuvé l'augmentation de capital issue de cette opération. Ainsi, le capital social est augmenté de 4 394 052,25 €. Il s'élève depuis lors à 61 617 356,50 €.

► REPARTITION DU CAPITAL

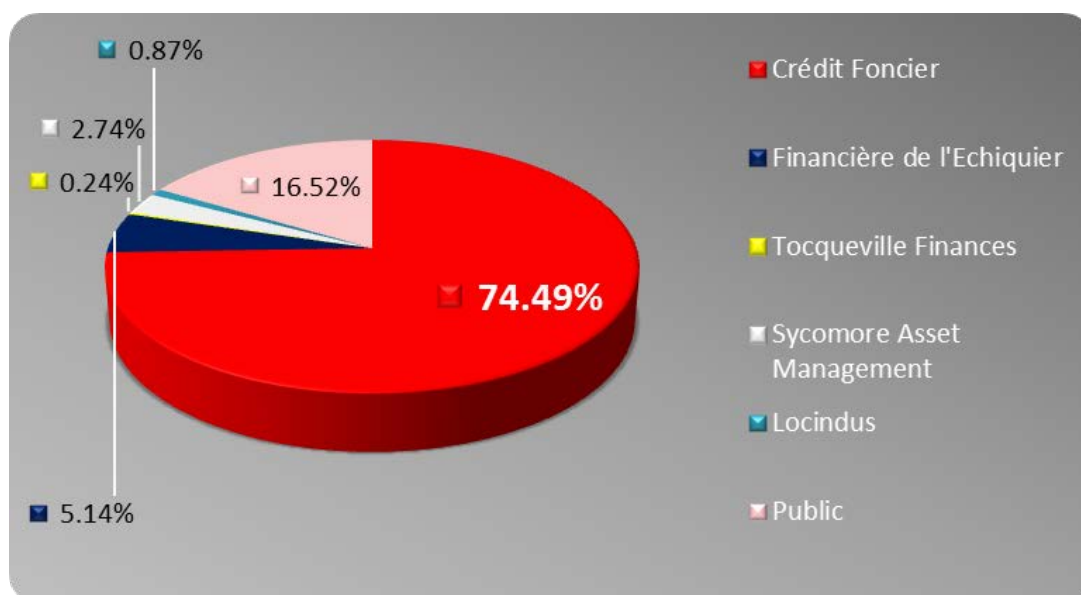
	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2012		Au 31 juillet 2013	
Actionnaires	Nombres d'actions	% du capital	Nombres d'actions	% du capital	Nombres d'actions	% du capital
Crédit Foncier	6 755 971	72,69 %	7 379 792	74,15 %	7 982 225	74,49 %
Financière de l'Échiquier	614 924 ⁽¹⁾	6,62 %	511 832	5,14 %	511 832 ⁽³⁾	5,14 % ⁽³⁾
Tocqueville Finances	310 607	3,34 %	21 941	0,22 %	25 685	0,24 %
Sycomore Asset Management	-	-	257 814	2,59 %	293 721	2,74 %
Locindus	-	-	6 400 ⁽²⁾	0,06 %	9 302	0,87 %
Public	1 612 119	17,35 %	1 774 100	17,83 %	1 893 297	16,52 %
TOTAL	9 293 621	100,00 %	9 951 879	100,00 %	10 716 062	100,00 %

(1) au 24 avril 2010

(2) actions (sans droit de vote et n'ouvrant pas droit au dividende) acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale du 9 mai 2012.

(3) au 31 décembre 2012

Répartition du capital au 31 juillet 2013



Nombre d'actions composant le capital : 10 716 062

Nombre de droits de votes théoriques : 10 716 062

► DECLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL DU CAPITAL

Une disposition en matière de déclaration de franchissement de seuil, figurant dans les statuts de Locindus (article 10) met en évidence que « *Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à acquérir ou céder, directement ou indirectement au sens de l'article L 237-7 de la loi du 24 juillet 1966, une fraction de 2 % du capital social, doit notifier à la Société, dans un délai de quinze jours à compter de l'acquisition ou de la cession de cette ou ces fractions, le nombre total d'actions qu'elle possède. En cas de non- respect de l'obligation d'information prévue à l'alinéa précédent, et à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant 2 % du capital ou des droits de vote, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarées sont privées du droit de vote jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la régularisation de la notification.* »

Au 1^{er} semestre 2013, il n'y a eu aucune déclaration de franchissement de seuil qu'il soit statutaire (2 %) ou réglementaire (5%).

► RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

L'Assemblée générale du 9 mai 2012 a autorisé la Société à racheter ses propres actions dans une limite de 10 % de son capital.

Consécutivement à la décision du Conseil d'administration du 13 décembre 2012 de mettre en œuvre cette autorisation, la Société a procédé au rachat de ses propres actions à compter du 19 décembre 2012.

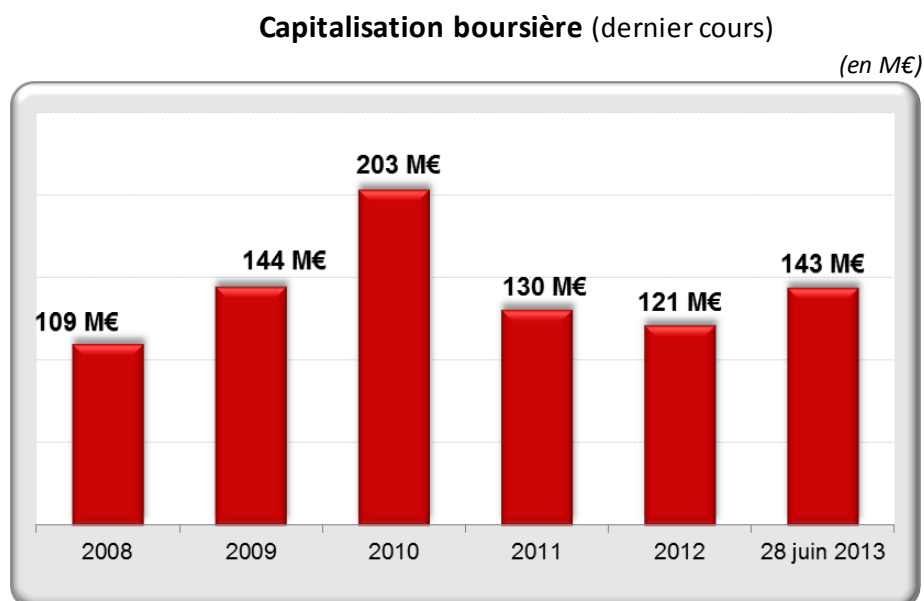
Compte tenu des acquisitions réalisées au cours du mois de décembre 2012 (6 400 actions au cours moyen de 11,60 €) et au cours du mois de janvier 2013 (2 902 actions au cours moyen de 12,72 €), le nombre global de titres acquis s'élevait au 1^{er} février 2013 à 9 302 pour un cours moyen de 11,95 €.

L'Assemblée générale du 16 mai 2013 a également autorisé la Société à racheter ses propres actions dans une limite de 10 % de son capital.

Locindus n'a procédé à aucun rachat d'action depuis cette dernière autorisation et détient donc 9 302 actions propres au 30 juin 2013.

► OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

Les plans des stocks options consentis en 2000 par la Société ont été intégralement clos en 2007 et il n'existe pas d'autre plan.



ACTION LOCINDUS

Locindus, société cotée par Euronext Paris, fait partie des indices CAC Small 90 et CAC All-tradable (ex-SBF 250).

Code Isin : FR0000121352 ; Mnémonique : LD

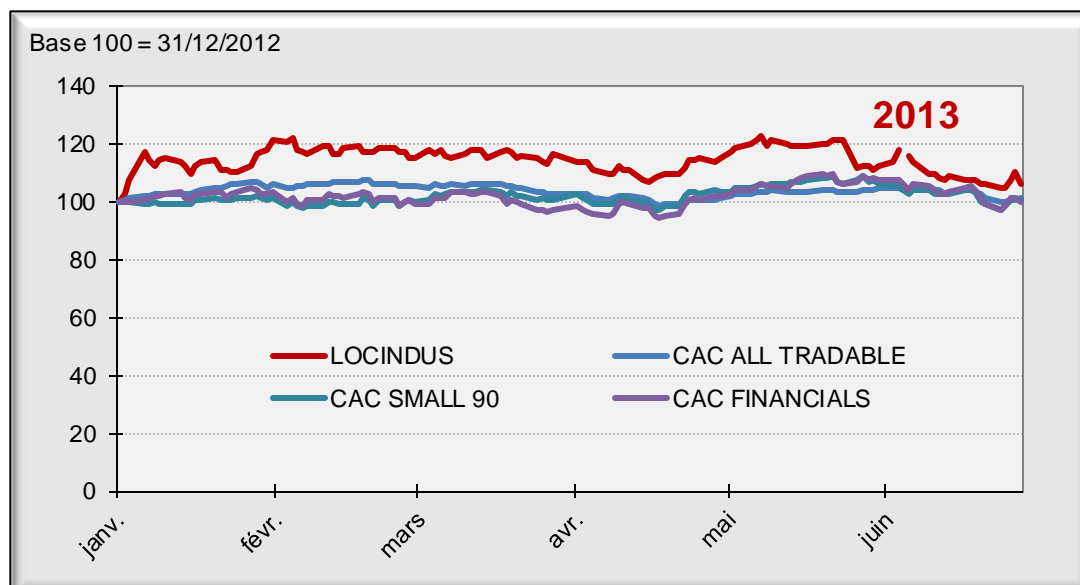
► COURS DE CLOTURE DE L'ACTION LOCINDUS



Source Bloomberg

Au 28 juin 2013, le cours de clôture de l'action Locindus s'est établi à 13,38 € représentant une capitalisation boursière de 143 M€, un PER Groupe de 31,8 et un multiple de fonds propres Groupe de 0,54.

► ÉVOLUTION COMPAREE ENTRE LES COURS DE L'ACTION LOCINDUS ET DES INDICES DE REFERENCE

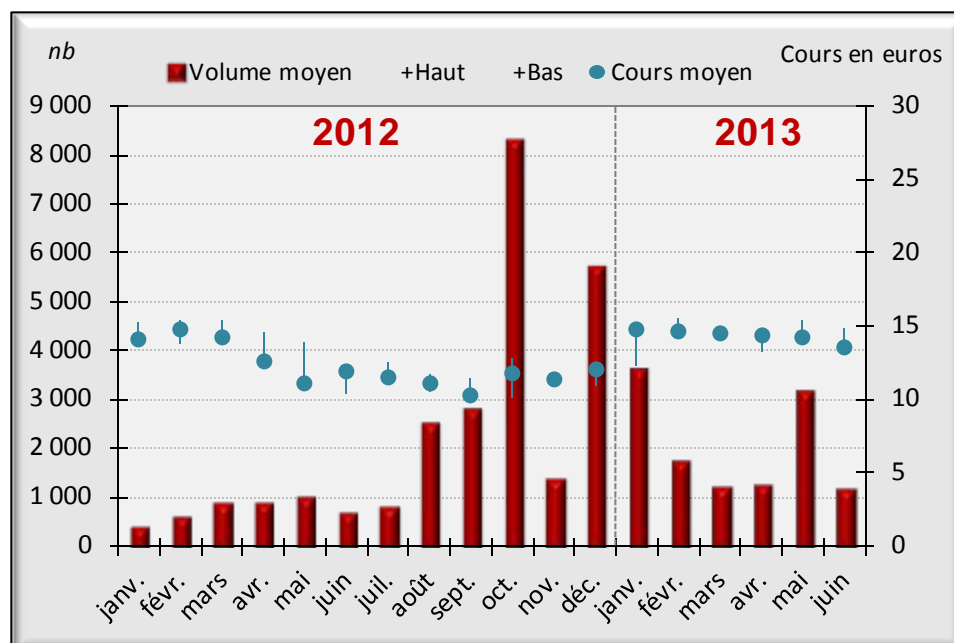


Source Bloomberg

La comparaison de l'évolution du cours de Locindus avec celles du CAC Small 90 et du CAC All-Tradable, ses deux indices d'appartenance, a été complétée par la comparaison avec le CAC Financial, indice relatif aux sociétés financières et immobilières. Sur le premier semestre 2013, le graphique ci-dessus indique une meilleure performance de l'action Locindus par rapport à ces indices.

► LIQUIDITE QUOTIDIENNE DE L'ACTION (MOYENNES MENSUELLES)

Source Bloomberg	+ HAUT	+ BAS	Cours moyens mensuels	Volumes Journaliers moyens échangés
J 2012	15,30	13,91	14,10	440
F	15,40	13,77	14,79	633
M	15,41	14,05	14,20	911
A	14,59	12,30	12,52	943
M	13,95	11,01	11,06	1 042
J	12,39	10,42	11,95	717
Jt	12,56	11,26	11,44	831
A	11,79	10,52	11,10	2 569
S	11,45	9,88	10,19	2 835
O	12,80	10,15	11,78	8 338
N	11,79	11,05	11,37	1 438
D	12,39	10,91	12,08	5 742
MOYENNE ANNUELLE 2012			11,77	2 252
J 2013	14,90	12,25	14,75	3 668
F	15,50	14,50	14,59	1 781
M	14,94	14,25	14,54	1 246
A	14,73	13,22	14,34	1 300
M	15,48	14,00	14,17	3 209
J	14,89	13,11	13,47	1 209
MOYENNE SEMESTRIELLE 2013			14,40	2 114



Au cours du 1^{er} semestre 2013, 2 114 titres ont été échangés en moyenne journalière.

Au total depuis le 1^{er} janvier 2013, 262 107 titres ont fait l'objet de transactions représentant 2,5 % du nombre total de titres.

ORGANES DE DIRECTION

Composition de la Direction générale

- M. Philippe DUPIN, Directeur général
- M. Alain CAPDEBIELLE Directeur général délégué

Mouvement au sein de la Direction générale au cours du premier semestre 2013

Néant.

ORGANES D'ADMINISTRATION

Composition du Conseil d'administration

- M. François THOMAZEAU, Vice-président
- M. Antoine FAYET
- M. Eric FILLIAT
- Crédit Foncier, représenté par Mme Corinne DECAUX
- Mme Isabelle SELLOS-MAHE
- M. Jean-Pierre WALBAUM

Mouvement au sein du Conseil d'administration au cours du 1^{er} semestre 2013

Monsieur Christophe PINAULT a démissionné de son mandat d'administrateur et de sa fonction de Président du Conseil d'administration en date du 14 juin 2013.

Le Conseil d'administration de Locindus sous la présidence de Monsieur François THOMAZEAU, a, lors de sa séance du 31 juillet 2013, décidé de coopter Monsieur Philippe PETIOT, en qualité de nouveau membre du Conseil d'administration à compter du 1^{er} septembre 2013, pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur soit jusqu'à l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Conformément à la loi et aux statuts, cette nomination faite à titre provisoire sera soumise à ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Lors de cette même séance, le Conseil a nommé à l'unanimité Monsieur Philippe PETIOT, Président du Conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur, en remplacement de Monsieur Christophe PINAULT.

MESURE ET SURVEILLANCE DES RISQUES

Locindus est gérée par le Crédit Foncier de France au terme d'une convention de prestation de services. La convention de gestion, conclue le 14 novembre 2007, étant venue à échéance, les Conseils d'administration du Crédit Foncier et de Locindus, respectivement en date des 15 février et 19 mars 2013, ont validé les termes et conditions d'une nouvelle convention et autorisé sa conclusion au titre des conventions réglementées.

Cette convention, conclue pour les cinq prochaines années, durée identique à la convention d'origine, est entrée en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2013.

A ce titre, Locindus relève directement du dispositif de maîtrise et surveillance des risques du groupe Crédit Foncier.

La société dispose d'outils informatiques spécifiques adaptés à l'activité de crédit-bail immobilier.

Le dispositif de contrôle interne et le système de mesure et de surveillance des risques de Locindus ont une dimension consolidée (conformément aux prescriptions de l'article 2 du CRBF 97-02).

Locindus exerçant une activité de financement d'immobilier professionnel en crédit-bail, et aussi sous forme de prêt, ainsi qu'une activité accessoire de location simple, est potentiellement exposée aux risques suivants (inchangés depuis fin 2008) :

- le risque de contrepartie lié aux opérations de financement immobilier,
- le risque de taux d'intérêt global découlant pour Locindus et ses filiales de la politique menée en matière d'adossement en taux des emplois (opérations de CBI, prêts) aux ressources,
- le risque de liquidité : découlant de la politique menée en matière d'adossement en liquidité des emplois aux ressources.

D'une façon générale, l'exposition de Locindus à ces deux derniers risques est très limitée : telle que validée par les instances dirigeantes et de surveillance de Locindus, la politique financière prévoit que tous les prêts et opérations de crédit-bail significatifs soient adossés a priori en taux et liquidité auprès du Crédit Foncier.

Par ailleurs, Locindus n'a pas d'activité pour compte propre et ne supporte donc pas directement de risque de marché sur les opérations courantes hors ALM.

- les risques opérationnels.
- le risque de conformité.

ORGANISATION GENERALE ET EVOLUTION DU CONTROLE DES RISQUES

Le 1er semestre 2013 n'a pas fait l'objet de modification d'organisation importante après celles des années précédentes. L'objectif demeure le renforcement permanent de la mesure et de la surveillance des risques.

Au sein du groupe Crédit Foncier et en vertu des normes BPCE, les métiers sont responsables des risques qu'ils génèrent à travers les opérations qu'ils réalisent, tant au moment de leur mise en place que pendant toute la durée de vie de l'opération. Ils sont donc en charge de la maîtrise, du suivi et du contrôle des risques de premier niveau au travers du dispositif de contrôle permanent et doivent donc disposer de capacités d'analyse et de suivi.

Le processus d'engagement de Locindus s'inscrit totalement dans le cadre des procédures et délégations du Crédit Foncier.

L'organisation du Crédit Foncier repose sur la séparation des fonctions entre les activités commerciales, de mise en place et de gestion. Ainsi, les activités commerciales de Locindus sont regroupées, au sein de la Direction développement France corporates publics / privés, sous l'autorité d'un des deux Directeurs généraux délégués du Crédit Foncier, tandis que les unités de middle et back office sont placées sous la responsabilité de l'autre Directeur général délégué du Crédit Foncier, en charge des activités financières et opérations.

La Direction des risques du Crédit Foncier et celle de la Conformité sont regroupées au sein d'un même Pôle sous l'autorité d'un Directeur général adjoint du Crédit Foncier. Une Direction Coordination des contrôles permanents y assure en outre la transversalité des fonctions de contrôle au sein du groupe. Cette Direction, garante de l'existence et de l'efficacité du dispositif de contrôle permanent, est dotée d'un lien fonctionnel fort vis-à-vis des équipes de contrôleurs permanents des métiers.

L'organisation du contrôle des risques au sein du Crédit Foncier a été définie autour des quatre grands domaines suivants :

- a) Mesure et Surveillance des risques de crédits :
S'agissant des **risques de contrepartie**, leur surveillance est assurée par la Direction des risques du groupe Crédit Foncier avec un suivi intégré dans le cadre du Comité des risques du Crédit Foncier.
- b) Mesure et Surveillance des risques financiers :
L'actualisation de la charte financière, dans le cadre de la conclusion de la nouvelle convention de gestion, a amené un renforcement de la gouvernance des risques financiers au sein de la filiale, avec la mise en place d'un comité de gestion de bilan trimestriel et d'un comité financier mensuel internes à Locindus.
Le suivi des **risques financiers de taux d'intérêt et de liquidité** est exercé opérationnellement par la Direction ALM du Crédit Foncier.
- c) Mesure et Surveillance des risques opérationnels :
Les risques opérationnels de la filière métier du crédit-bail immobilier et prêts s'insèrent dans le dispositif de gestion des risques opérationnels du Crédit Foncier.
- d) Mesure et Surveillance des risques de non-conformité :
Le suivi des risques de non-conformité est assuré par la Direction de la conformité qui est intégrée au pôle Risques et Conformité. Le Directeur de la conformité est rattaché hiérarchiquement au Directeur Général adjoint en charge du pôle Risques et Conformité, ce qui garantit l'indépendance de la fonction vis-à-vis des unités opérationnelles de l'établissement.
Le Directeur de la conformité est titulaire de la carte RCSI (Responsable de la Conformité des Services d'Investissement) délivrée par l'AMF.

Conformément aux Chartes de Contrôle interne et de Conformité du Groupe BPCE, dédiées au sein du Crédit Foncier, la fonction conformité est organisée autour de deux missions principales :

- La conformité et la déontologie au regard de la réglementation bancaire et financière, qui incluent la veille réglementaire et les contrôles permanents de conformité,
- La Sécurité Financière qui recouvre la prévention et le traitement des risques liés au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme et aux fraudes internes et externes.

Au sein du pôle Risques et Conformité, la Direction de la Conformité s'appuie sur la Direction en charge de la coordination des contrôles permanents et sur la filière de contrôle permanent qui rassemble les unités dédiées aux contrôles permanents affectées aux différents périmètres d'activité du Crédit Foncier et de ses filiales. Les plans de contrôle de ces unités intègrent ainsi certains contrôles de conformité. Des comités spécialisés assurent la maîtrise des engagements du Groupe et leur suivi. Il s'agit :

- du **Comité des engagements de Locindus**, présidé par un mandataire social qui est compétent pour décider de l'octroi de l'ensemble des dossiers,
- du **Comité national des engagements du Crédit Foncier**, présidé par un mandataire social du Crédit Foncier qui décide des engagements de montant élevé,
- le **Comité Watch list et Affaires Spéciales du Crédit Foncier** assure le suivi et statue sur les risques de montants significatifs,
- le **Comité métier des affaires sensibles du Crédit Foncier** assure le suivi et statue sur les risques de montants moindres,
- le **Comité des risques du Crédit Foncier** présente un reporting trimestriel de l'état des risques à la Direction générale.

RISQUES DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

► VUE SYNTHETIQUE DU PORTEFEUILLE AU 30 JUIN 2013

En K€	Montage	Nombre de dossiers	Risque brut	Provisions	Déduction liée au CBI	Garanties	Risque Net	Montant pondéré	% du Risque brut
Engagement	CBI	13	110 767	0	55 383	0	55 383	55 383	16 %
Engagement	HYPO	2	11 760	0	0	0	11 760	11 760	2 %
Total Engagement		15	122 527	0	55 383	0	67 143	67 143	17 %
Encours	CBI	250	417 721	51	208 835	1 612	207 223	206 974	59 %
Encours	HYPO	38	165 725	0	0	0	165 725	165 725	23 %
Total Encours		288	583 446	51	208 835	1 612	372 948	372 699	83 %
Total		303	705 973	51	264 218	1 612	440 091	439 842	100 %

Source : Outil de Gestion dédié (Cassiopée) ; données de gestion ne prenant pas en compte les éventuels retraitements comptables postérieurs.

- Le montant des encours et des engagements provient d'une extraction de la base Cassiopée au 30 juin 2013. Les encours correspondent au stock d'opérations déjà en exploitation. Les engagements correspondent aux opérations qui sont encore en phase d'engagement et/ou de versement de fonds ou de dossiers terminés sur lesquels il reste des impayés.
- Le risque brut figurant dans tous les tableaux correspond aux montants financés sur ressources propres. Le risque net correspond au risque brut déduction faite des garanties existantes et des éventuelles provisions.

A l'issue du 2e trimestre 2013, le portefeuille global de Locindus représente un montant de 706 M€ de crédits contre 766 M€ en décembre 2012. La part « engagements » du risque brut (123 M€) s'élève à fin juin à 17 % à comparer à 17 % (129 M€) à fin décembre 2012.

Le portefeuille est toujours peu contre-garanti, moins de 1 %, une proportion stable par rapport à décembre 2012.

La répartition entre crédit-bail et montage hypothécaire reste stable sur le risque brut entre décembre 2012 et juin 2013.

► REPARTITION DES PLUS GRANDS RISQUES

Les 25 premiers groupes représentent 58,8 % du risque brut, proportion en légère hausse par rapport à décembre 2012 (57,7 %).

► REPARTITION DES RISQUES SUIVANT LA NOTATION BALE II

La proportion du portefeuille disposant d'une notation Bâle II s'élève à 86 % en légère baisse par rapport à décembre 2012 (94 %). Parmi ces encours notés (hors note TRR¹), 93,5 % disposent d'une notation favorable ou acceptable.

► REPARTITION DES RISQUES SUIVANT LA COTATION BDF

La qualité du portefeuille de Locindus est en légère hausse au regard de la cotation Banque de France des crédits preneurs. En effet, les cotations 3 et 4 représentent 30,3 % des risques bruts, en hausse par rapport à décembre 2012 (27,1 %). Cet indicateur reste à relativiser compte tenu des cotations « 0 » et « Inconnu » qui représentent pour le portefeuille concerné 44,8 % du risque brut du total, en baisse par rapport à décembre 2012 (50,2 %).

¹ TRR : note Tiers Référentiel Risque

► REPARTITION DES RISQUES PAR FAMILLE D'ACTIVITES

Les deux principaux secteurs financés par Locindus restent l'**Immobilier** (46 % du risque brut, soit 325 M€) et le secteur des **Holdings** (15,2 % pour 107 M€), soit 61,2 % du total pour ces 2 secteurs.

Les secteurs de la **Grande Distribution** et des **Services aux entreprises** sont également représentés avec respectivement 8,9 % et 4,6 % du risque brut total.

(en K€)

Activité (KMOV)	Nbre de dossiers	Risque Brut	Provisions	Déduction liée au CBI	Garan-ties	Risque Net	Montant pondéré	% Risque brut
Immobilier	76	325 113	7	101 826	-	223 280	223 280	46,0 %
Holding	61	107 200	-	40 309	-	66 890	66 890	15,2 %
Grande distribution	29	63 055	51	28 639	-	34 366	34 366	8,9 %
Services aux entreprises	27	32 349	-	9 418	-	22 931	22 931	4,6 %
Société d'investissements Immobiliers	3	26 415	-	13 208	-	13 208	13 208	3,7 %
Media (TV / Cinéma)	43	22 230	-	11 115	-	11 115	11 115	3,1 %
Biens d'équipements	8	21 996	-	10 998	-	10 998	10 998	3,1 %
Tourisme / Hôtels / Restaurants	7	19 348	25	9 662	-	9 662	9 662	2,7 %
Services Médicaux	2	15 093	-	7 547	-	7 547	7 547	2,1 %
Distribution alimentaire	18	11 946	-	5 820	-	6 126	6 126	1,7 %
Industrie du plastique et du caoutchouc	4	9 929	-	4 964	-	4 964	4 964	1,4 %
Société de gestion	2	9 905	-	0	-	9 905	9 905	1,4 %
Autres	1	8 647	-	4 323	1 427	2 897	2 897	1,2 %
Divertissement / Loisirs	2	8 375	-	4 187	-	4 187	4 187	1,2 %
Équipement des entreprises	2	6 423	-	3 212	-	3 212	3 212	0,9 %
Logiciels	5	5 081	-	2 540	-	2 540	2 540	0,7 %
Transport ferroviaire, maritime et de personnes	2	2 801	-	1 400	185	1 215	1 215	0,4 %
Transport routier des marchandises	2	2 560	-	1 280	-	1 280	1 280	0,4 %
Automobile / Équipementiers Auto	1	2 439	-	1 220	-	1 220	1 220	0,3 %
Utilities, gaz	1	1 612	-	806	-	806	806	0,2 %
Société de location	5	1 602	-	801	-	801	801	0,2 %
Imprimerie	2	979	-	490	-	490	490	0,1 %
Banques	1	498	-	249	-	249	0	0,1 %
Utilities, autres	2	425	-	213	-	213	213	0,1 %
TOTAL	306	706 022	83	264 227	1 612	440 100	439 851	100 %

Source : Outil de Gestion dédié (Cassiopée)

► REPARTITION DES ACTIFS SELON LEUR USAGE

Près de 80 % du portefeuille net de Locindus se répartit en trois types d'actifs que sont, par ordre d'importance, les **Commerces** (45,3%) les **Bureaux** (21,7 %) et les **Entrepôts** (9,1 %).

(en K€)

Usage	Nbre de dossiers	Risque Brut	Provisions	Déduction liée au CBI	Garanties	Risque Net	Montant pondéré	% Risque Brut
COMMERCE	142	319 925	51	129 170	-	190 704	190 704	45,3 %
BUREAUX	77	153 002	7	43 271	1 427	108 297	108 047	21,7 %
ENTREPOTS	47	64 578	-	24 020	185	40 373	40 373	9,1 %
SANTÉ	7	60 347	-	30 173	-	30 173	30 173	8,5 %
HOTELS	5	40 657	25	20 316	-	20 316	20 316	5,8 %
LOCAUX D'ACTIVITÉ	14	33 645	-	8 028	-	25 616	25 616	4,8 %
VACANCES	3	17 846	-	4 187	-	13 659	13 659	2,5 %
BAT INDUSTRIEL	9	13 132	-	3 616	-	9 517	9 517	1,9 %
AUTRES	2	2 888	-	1 444	-	1 444	1 444	0,4 %
Total	306	706 022	83	264 227	1 612	440 100	439 851	100 %

Source : Outil de Gestion dédié (Cassiopée)

► REPARTITION DES RISQUES SELON LA SITUATION GEOGRAPHIQUE DE L'IMMEUBLE FINANCE

L'ILE DE FRANCE (IDF) est la région la plus importante pour Locindus : elle représente 39,6% du portefeuille brut à comparer à 41 % en décembre 2012, soit 279 M€.

Hors IDF, les régions les plus importantes pour Locindus sont :

- Pays de la Loire (9,8 % du risque brut, soit 69 M€)
- Rhône-Alpes (8,9% du risque brut, soit 63 M€)
- Provence Côte-d'Azur (7,3% du risque brut, soit 52 M€)

Les régions les plus faibles pour Locindus sont :

- Picardie (0,1% du risque brut, soit 1 M€)
- Poitou-Charentes (0,1% du risque brut, soit 0,4 M€)

(en K€)

REGION	Nbre de dossiers	Risque Brut	Provisions	Déduction liée au CBI	Garanties	Risque Net	Montant pondéré	% du Risque Brut
Ile-de-France	82	279 402	32	89 821	1 427	188 123	187 874	39,6 %
Pays de la Loire	16	68 953	-	33 585	-	35 368	35 368	9,8 %
Rhône-Alpes	33	63 144	-	29 815	-	33 328	33 328	8,9 %
Provence Côte-d'Azur	20	51 586	-	20 793	185	30 608	30 608	7,3 %
Lorraine	17	37 262	-	10 118	-	27 144	27 144	5,3 %
Basse-Normandie	14	36 708	-	18 354	-	18 354	18 354	5,2 %
France	4	22 573	-	-	-	22 573	22 573	3,2 %
Centre	12	22 184	-	6 736	-	15 449	15 449	3,1 %
Haute-Normandie	11	20 091	-	4 424	-	15 666	15 666	2,8 %
Aquitaine	18	17 860	-	7 478	-	10 383	10 383	2,5 %
Midi-Pyrénées	11	14 289	-	7 145	-	7 145	7 145	2,0 %
Nord	10	13 118	51	6 534	-	6 534	6 534	1,9 %
Alsace	4	11 033	-	5 517	-	5 517	5 517	1,6 %
Bourgogne	9	10 426	-	5 213	-	5 213	5 213	1,5 %
Bretagne	16	10 322	-	5 161	-	5 161	5 161	1,5 %
Champagne	9	8 607	-	4 303	-	4 303	4 303	1,2 %
Languedoc Rousillon	6	6 814	-	3 407	-	3 407	3 407	1,0 %
Auvergne	5	6 021	-	3 010	-	3 010	3 010	0,9 %
Franche-Comté	5	4 234	-	2 117	-	2 117	2 117	0,6 %
Picardie	2	1 011	-	506	-	506	506	0,1 %
Poitou-Charentes	2	384	-	192	-	192	192	0,1 %
TOTAL	306	706 022	83	264 227	1 612	440 100	439 851	100 %

Source : Outil de Gestion dédié (Cassiopée)

RISQUES FINANCIERS

RISQUES DE LA GESTION DE BILAN

RAPPELS SUR LA STRATEGIE DE COUVERTURE DE LOCINDUS

Conformément à la convention de gestion entre Locindus et le Crédit Foncier, les traitements ALM de la société sont effectués par la Direction de la Gestion Financière du Crédit Foncier, qui est chargée de réaliser les traitements sous les outils Cassiopée-Business Objects et de proposer, le cas échéant, des refinancements et/ou des couvertures adéquats.

RISQUE DE TAUX

a) Impasses de taux statique

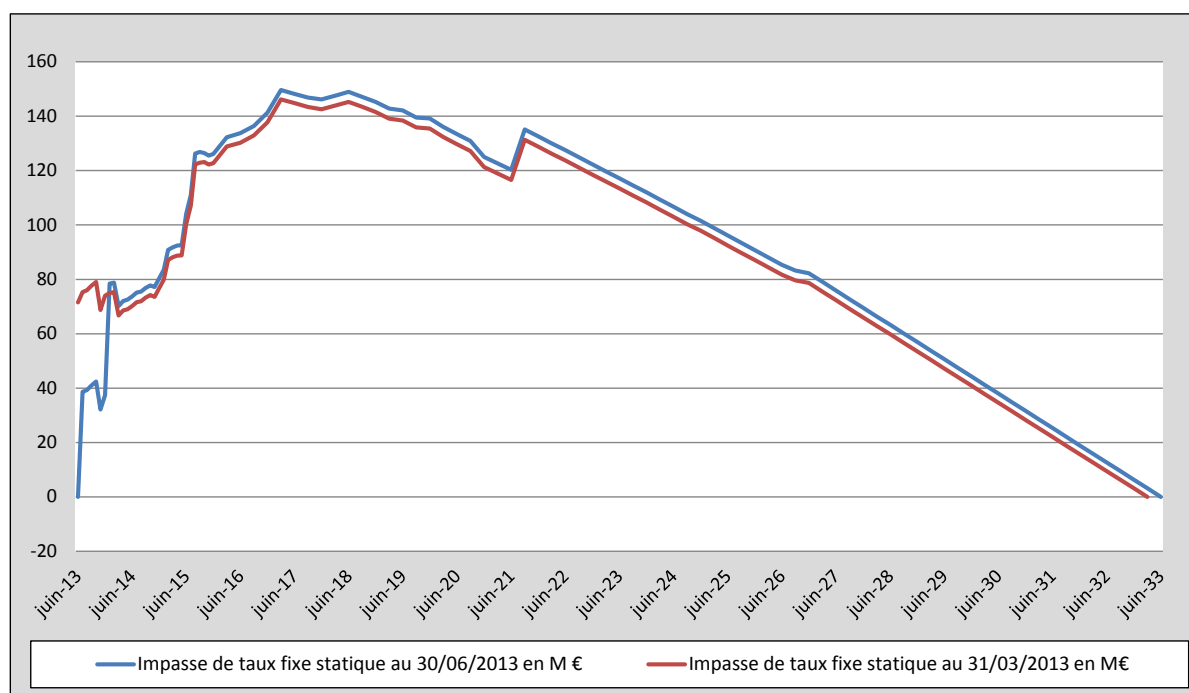
L'exposition de Locindus à ce type de risque est appréhendée à travers une impasse égale à la différence entre les encours au passif et les encours à l'actif présents à la date de situation et jusqu'à extinction des échéanciers. L'impasse intègre également les opérations de hors bilan. Selon le type de taux, les opérations s'imputent dans le gap de façon différente :

- à taux fixe (TF), elles s'imputent jusqu'à leur échéance,
- à taux révisable, jusqu'à la prochaine révision de taux
- à taux variable (Eonia et assimilé), elles ne s'imputent pas au-delà de la date d'arrêt

Depuis le début de l'année 2010, les Fonds Propres sont désormais amortis linéairement sur 20 ans, dans l'assiette de calcul.

Impasses de taux statique (Passifs à taux fixe – Actifs à taux fixe)

Au 30 juin 2013 (en M€)



Le gap de taux demeure globalement stable. La variation de la partie courte est l'effet des modalités de gestion de la trésorerie (placements à taux fixe à court terme).

b) Respect des limites groupe

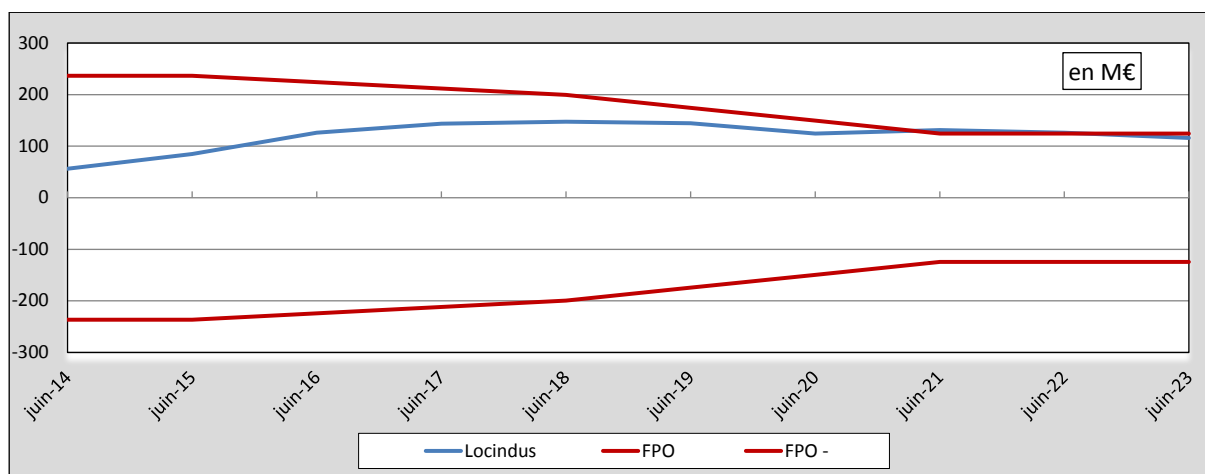
Locindus est soumis à trois contraintes :

- **Limite de sensibilité de la Valeur actualisée nette (VAN) des Fonds Propres (FP)**, limite réglementaire représentée par l'indicateur Bâle II standard de sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres à une translation uniforme de 200 % de la courbe des taux, horizon d'observation 20 ans.

Fonds Propres (en M€) 249	Horizon d'observation 20 ans	Sensibilité Van + 200 bp	Indicateur Bâle 2
			10,88 %
		Sensibilité Van – 200 bp	Indicateur Bâle 2
			-10,73 %

La Société respecte la limite de 20 %.

- **Limite encadrant le gap de taux statique en proportion décroissante des Fonds propres à horizon de 10 ans**



La limite en Gap de taux statique est respectée sur toute la période d'observation.

- **Limite de sensibilité de la Marge nette d'intérêts (MNI)**

	N+1 2014	N+2 2015
Sensibilité en % de la MNI	3,9 %	5,3 %
Limites de sensibilité	5 %	9 %

Pour cet exercice, la limite de sensibilité est testée sur la base d'une translation uniforme de 1 % de la courbe. Locindus respecte ses limites de sensibilité sur les deux prochaines années.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable. L'exposition de Locindus à ce risque est appréhendé à travers la détermination d'une impasse (ou gap) de liquidité, dans laquelle les actifs et passifs, quels que soient leurs taux, sont imputés jusqu'à leur date d'échéance finale.

Rappels méthodologiques

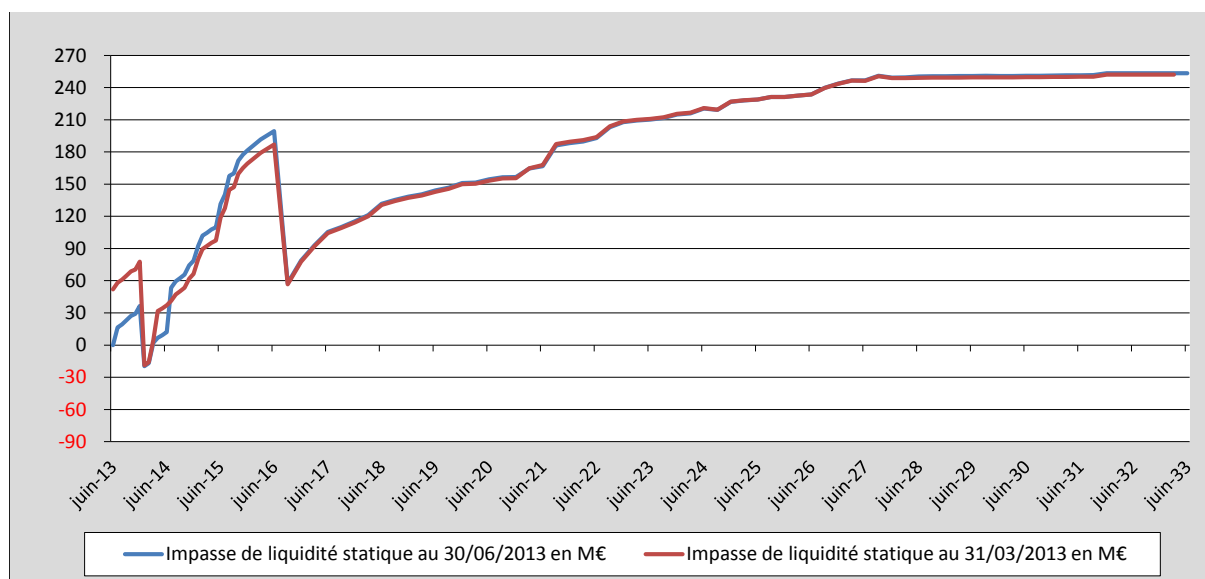
L'impasse de liquidité statique est par convention égale à la différence entre les encours au passif et ceux à l'actif sur un horizon minimum de 20 ans.

Toutes les opérations contractuelles s'imputent jusqu'à leur date d'échéance finale. Les opérations non échéancées font l'objet de règles d'écoulement spécifiques (imputation notamment des Fonds propres in fine sur un horizon de 20 ans).

a) Impasses de liquidité statique

Impasses de liquidité statique (Passifs - Actifs)

Au 30 juin 2013 (en M€)



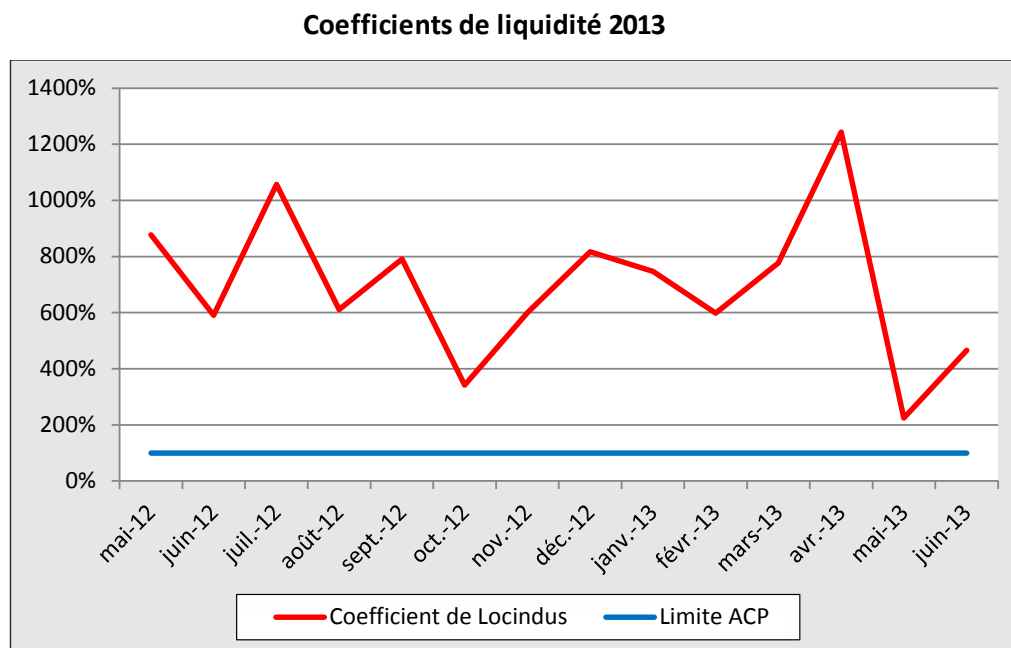
L'impasse reste stable, la variation de la partie courte est l'effet compensé du placement réalisé à court terme, et du remboursement anticipé d'actifs clients.

Les points caractéristiques de la courbe représentent les principales tombées de passifs.

b) Respect des limites groupe

En matière de limites encadrant le risque de liquidité, Locindus est soumis à deux types de contraintes : respecter le coefficient de liquidité réglementaire et respecter la limite Groupe de couverture des emplois par les ressources.

■ Respect du coefficient de liquidité réglementaire de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP)

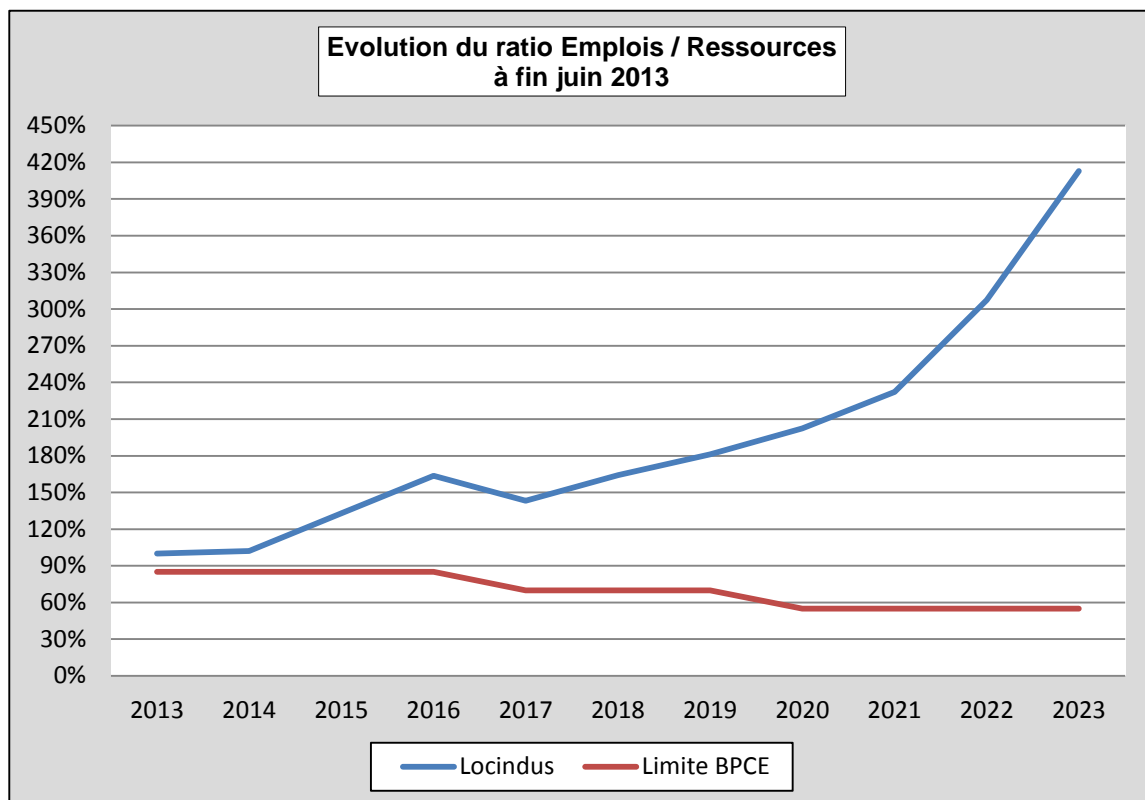


Le coefficient de liquidité demeure fortement excédentaire sur toute la période.

■ Respect de la Limite interne de couverture des emplois par les ressources

Conformément aux normes édictées par BPCE, les filiales du groupe Crédit Foncier se doivent de respecter un pourcentage dégressif de couverture des Emplois par les Ressources à horizon des dix prochaines années et évoluant ainsi :

- 85 % de 0 à 3 ans,
- 70 % de 3 à 6 ans,
- 55 % au-delà et ce jusqu'à 10 ans.



Les seuils de la limite Emplois/Ressources sont respectés sur les dix prochaines années.

RISQUES DE MARCHÉ

Locindus n'exerce aucune activité financière de marché pour compte propre.

RISQUES DE REGLEMENT

Suite au rachat de la Société par le Crédit Foncier de France, Locindus n'encourt pas de risque de règlement significatif (au sens de l'article 4 du CRBF 97-02) dans la mesure où la Société ne réalise plus d'opérations de gré à gré avec des sociétés extérieures depuis le mois de novembre 2007.

A noter que si l'on considère un risque de règlement au sens large (exemple : les flux de règlement dans le cadre des chantiers de construction des immobilisations de crédit-bail), ce risque est bien entendu analysé et suivi au titre des risques opérationnels de nature « administrative ».

ETATS FINANCIERS – COMPTES CONSOLIDES RESUMES IFRS

A. BILAN CONSOLIDE	31
B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	32
C. RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	33
D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	34
E. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	35
F. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	36
▶ NOTE 1 - CADRE GENERAL	36
1.1 <i>Cadre juridique</i>	36
1.2 <i>Mécanisme de garantie</i>	36
1.3 <i>Faits caractéristiques du semestre</i>	36
1.4 <i>Evènements postérieurs à la clôture</i>	37
▶ NOTE 2 – NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE	37
2.1 <i>Cadre réglementaire</i>	37
2.2 <i>Référentiel</i>	37
2.3 <i>Recours à des estimations</i>	38
2.4 <i>Présentation des états financiers consolidés et date de clôture</i>	40
▶ NOTE 3- INFORMATION SECTORIELLE.....	41
3.1 <i>Compte de résultat consolidé par secteur d'activité</i>	41
3.2 <i>Bilan consolidé par secteur d'activité</i>	42
▶ NOTE 4- NOTES RELATIVES AU BILAN.....	44
4.1 <i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	44
4.2 <i>Hierarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers</i>	45
4.3 <i>Prêts et créances</i>	46
4.4 <i>Créances dépréciées</i>	48
4.5 <i>Impôts différés</i>	49
4.6 <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	49
4.7 <i>Immeubles de placement-immeubles corporelles et incorporelles</i>	50
4.8 <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i>	51
4.9 <i>Dettes représentées par un titre</i>	52
4.10 <i>Provisions</i>	52
4.11 <i>Actions ordinaires</i>	53
▶ NOTE 5 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	53
5.1 <i>Intérêts, produits et charges assimilés</i>	53
5.2 <i>Commissions nettes</i>	54
5.3 <i>Produits et charges des autres activités</i>	54
5.4 <i>Charges générales d'exploitation</i>	55
5.5 <i>Coût du risque</i>	55
5.6 <i>Impôts sur le résultat</i>	56
▶ NOTE 6 - ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE	57
<i>Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle</i>	57
<i>Engagements de garantie donnés en faveur d'établissements de crédit</i>	57
<i>Engagements de financement reçus des établissements de crédit</i>	57
<i>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit</i>	57
▶ NOTE 7 – GESTION DU RISQUE FINANCIER	58
<i>Gestion des risques</i>	58
<i>Risque de crédit/contrepartie</i>	58
<i>Risque de taux d'intérêt global</i>	60
<i>Risque de liquidité et politique de refinancement</i>	60
▶ NOTE 8 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION	63

A. BILAN CONSOLIDE

ACTIF (K€)	Notes	30.06.2013	31.12.2012
Caisse, banques centrales		1	1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1		401
Instruments dérivés de couverture		15 678	21 205
Actifs financiers disponibles à la vente	4.6	60	60
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4.3	105 663	171 556
Prêts et créances sur la clientèle	4.3	576 387	656 276
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		326	855
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants		808	
Actifs d'impôts différés	4.5	1 245	2 438
Comptes de régularisation et actifs divers		12 047	18 558
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises associées			
Immeubles de placement	4.7	5 056	5 151
Immobilisations corporelles	4.7	37 080	19 907
Immobilisations incorporelles	4.7		
TOTAL DE L'ACTIF		754 351	896 409

PASSIF (K€)	Notes	30.06.2013	31.12.2012
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1		401
Instruments dérivés de couverture		3 676	5 430
Dettes envers les établissements de crédit	4.8	198 558	194 618
Dettes envers la clientèle	4.8	1 554	1 751
Dettes représentées par un titre	4.9	273 613	398 218
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôts courants			1 695
Passifs d'impôts différés	4.5		1 201
Comptes de régularisation et passifs divers		11 474	31 645
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions	4.10	2 201	2 031
Dettes subordonnées			
CAPITAUX PROPRES		263 275	259 418
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		263 275	259 418
Capital		61 506	57 149
Prime de fusion et d'émission		29 051	24 084
Réserves consolidées		168 243	167 664
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Résultat de l'exercice		4 475	10 521
INTERETS MINORITAIRES			
TOTAL DU PASSIF		754 351	896 409

B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en K€</i>	Notes	30.06.2013	30.06.2012
Intérêts et produits assimilés	5.1	23 312	20 635
Intérêts et charges assimilées	5.1	-14 878	-12 005
Commissions - produits	5.2	51	-
Commissions - charges	5.2	- 20	- 83
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		144	143
Revenus des titres à revenu variable			4
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente			-
Produits des autres activités	5.3	1 077	6 474
Charges des autres activités	5.3	- 936	-2 584
PRODUIT NET BANCAIRE		8 750	12 584
Charges générales d'exploitation	5.4	-2 785	-3 402
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles			-
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		5 965	9 182
Coût du risque	5.5	843	- 131
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 808	9 051
Gains ou pertes sur actifs			-
RESULTAT AVANT IMPOT		6 808	9 051
Impôts sur le résultat	5.6	-2 333	-3 479
RESULTAT NET		4 475	5 573
dont			
Résultat net part du groupe		4 475	5 573
Intérêts minoritaires			
Résultat par action (1)		0.42	0.56
Résultat par action (Nombre moyen pondéré)		0.45	0.60
Résultat dilué par action		0.45	0.60

(1) Résultat net rapporté au nombre d'actions en circulation au 30 juin 2013

C. RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en K€

	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net	4 475	5 573
Ecart de revalorisation sur régimes à prestations définies		
Effet d'impôt des écarts de revalorisation sur régimes à prestations définies		
Éléments non recyclables en résultat		
Ecart de conversion		
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		
Effet d'impôt		
Éléments recyclables en résultat		
Quote-part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)		
RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	4 475	5 573
Part du Groupe	4 475	5 573
Intérêts minoritaires		

D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>en K€</i>	Capital	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres parts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 1-janv-2012	53 438	20 740		176 958			251 136		251 136
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires									
Augmentation de capital	3 785	3 344					7 129		7 129
Distribution 2012 du résultat 2011				-9 294			-9 294		-9 294
SOUS-TOTAL	3 785	3 344		-9 294			-2 165		-2 165
Résultat						10 521	10 521		10 521
Autres variations			- 74				- 74		- 74
Capitaux propres au 31-déc-2012	57 223	24 084	- 74	167 664		10 521	259 418		259 418
Affectation du résultat 2012				10 521		-10 521			
Capitaux propres au 1-janvier-2013	57 223	24 084	- 74	178 185			259 418		259 418
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires									
Augmentation de capital	4 394	4 967					9 361		9 361
Distribution 2013 du résultat 2012				-9 942			-9 942		-9 942
SOUS-TOTAL	4 394	4 967		-9 942			- 581		- 581
Résultat						4 475	4 475		4 475
Autres variations			- 37				- 37		- 37
Capitaux propres au 30-juin-2013	61 617	29 051	- 111	168 243		4 475	263 275		263 275

E. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

en K€	30.06.2013	30.06.2012
Résultat avant impôts	6 808	9 051
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	132	106
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	- 693	- 867
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement		
Produits/Charges des activités de financement		
Autres mouvements	- 8 933	- 184
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôts	- 9 494	- 945
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	85 850	
Flux liés aux opérations avec la clientèle	80 085	41 369
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	- 130 620	
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	- 605	- 5 192
Impôts versés	- 4 844	- 3 124
Augmentation/Diminution nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	29 866	33 053
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	27 180	41 159
Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
Flux liés aux immeubles de placement		
Flux de trésorerie liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	- 17 173	- 2 489
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	- 17 173	- 2 489
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	- 619	- 2 165
Flux de trésorerie résultant des activités de refinancement		- 20 622
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	- 619	- 22 787
EFFETS de la variation des taux de change (D)		
FLUX NETS DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+B+C+D)	9 388	15 883
Caisse et banques centrales (actif et passif)	1	1
Opérations à vue avec les établissements de crédit	55 566	119 272
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>		
<i>Comptes et prêts à vue</i>	55 566	119 272
<i>Comptes créditeurs à vue</i>		
<i>Opérations de pension à vue</i>		
Trésorerie à l'ouverture	55 567	119 273
Caisse et banques centrales (actif et passif)	1	1
Opérations à vue avec les établissements de crédit	64 954	135 155
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>		
<i>Comptes et prêts à vue</i>	64 954	135 155
<i>Comptes créditeurs à vue</i>		
<i>Opérations de pension à vue</i>		
Trésorerie à la clôture	64 955	135 156
Variation de la trésorerie nette	9 388	15 883

F. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

► NOTE 1 - CADRE GENERAL

1.1 CADRE JURIDIQUE

Locindus SA (« la Société ») est une société spécialisée dans l'activité de crédit-bail immobilier classique, avec ou sans valeur résiduelle, dans l'activité patrimoniale (location simple) avec des baux commerciaux et dans les crédits hypothécaires.

Locindus exerce également par l'intermédiaire d'une partie de ses filiales une activité de location longue durée, dans la plupart des cas avec option d'achat.

Locindus est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris, compartiment B.

Locindus SA, est une société financière consolidée par le groupe Crédit Foncier et le Groupe BPCE.

1.2 MECANISME DE GARANTIE

Locindus est une filiale affiliée de BPCE. A ce titre elle bénéficie du mécanisme de garantie et de liquidité du Groupe BPCE. En tant que filiale affiliée, Locindus ne contribue pas au mécanisme de solidarité du réseau et ne sera pas appelée en cas de défaillance d'une Banque Populaire ou Caisse d'Epargne.

1.3 FAITS CARACTERISTIQUES DU SEMESTRE

■ Augmentation de capital

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 16 mai 2013 a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2012, soit 1 € par action, et décidé que chaque actionnaire pourrait opter pour le paiement du dividende soit en numéraire, soit en action.

A l'issue de cette opération, le capital social est augmenté de 4 394 052,25 €. Il est porté de 57 223 304,25 € à 61 617 356,50 € divisé en 10 716 062 actions de 5,75 € de nominal entièrement libérées. Le Conseil d'Administration du 31 juillet 2013 a constaté cette augmentation de capital.

■ Programme de rachat d'actions propres

Autorisé par l'Assemblée Générale du 9 mai 2012 (conformément à la cinquième résolution), et mis en œuvre par le Conseil d'Administration du 13 décembre 2012, le programme de rachat de ses propres actions par Locindus l'a conduit à racheter 9 302 actions pour un montant de 111 216,76 €. C'est le nombre d'actions détenu par Locindus au 30 juin 2013.

1.4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun autre événement postérieur au 30 juin 2013 et susceptible d’avoir une incidence significative sur les comptes n’est intervenu entre la date du 30 juin 2013 et la date du conseil examinant les comptes semestriels.

► NOTE 2 – NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE

2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l’application des normes comptables internationales, Locindus a établi ses comptes consolidés au titre du 1^{er} semestre 2013 en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu’adopté par l’Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture⁽²⁾.

Ce jeu résumé d’états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2013 a été préparé conformément à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2012.

2.2 REFERENTIEL

Les normes et les principes comptables ainsi que les principes et méthodes de consolidation sont identiques à ceux utilisés et décrits dans les états financiers au 31 décembre 2012. Ils ont par ailleurs été complétés par les normes, amendements et interprétations dont l’application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, à l’exception de l’amendement à IFRS 7 « Informations à fournir: compensation d’actifs financiers et de passifs financiers ». Cet amendement demande de produire des informations en annexes relatives aux actifs et passifs financiers faisant l’objet d’une convention-cadre de compensation exécutoire ou d’un accord similaire. Ces informations doivent permettre de comprendre les effets des accords de compensation sur le bilan du groupe. Cet amendement donnera lieu à la publication d’informations complémentaires dans les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2013.

(2) Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l’adresse suivante :
http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Parmi les nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, figurent notamment :

- **La norme IFRS 13** intitulée « Évaluation de la juste valeur » adoptée par la Commission européenne le 11 décembre 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13 indique comment mesurer la juste valeur mais ne modifie pas les conditions d'application de la juste valeur. Cette norme est d'application prospective.

Les conséquences de cette norme pour le groupe portent essentiellement sur la prise en compte du risque de non-exécution dans la valorisation des actifs et passifs financiers dérivés (Crédit/Débit Valuation Adjustment – CVA/DVA). Au 30 juin 2013, la prise en compte de la CVA /DVA n'a pas généré d'impact significatif pour le groupe Locindus.

IFRS 13 requiert également la présentation d'informations supplémentaires dans les notes aux états financiers. Certaines de ces informations sont également requises lors des arrêts intermédiaires (IAS 34.16A(j)), et sont présentées en note 2.3.

- L'amendement à la **norme IAS 1** « Présentation des états financiers » vise à compléter l'information financière sur l'état du « Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net de ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire en 2013 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

2.3 RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations, utilisant les informations disponibles à la date de clôture, font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2013, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (cf. note 2.3.1. dédiée, ci-dessous) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan ;

- les impôts différés ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable des opérations de location financement, de crédit à la clientèle, des immobilisations corporelles et des immeubles de placement.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable de certaines activités et transactions selon les normes IFRS. En particulier, la Direction a exercé son jugement pour la classification des contrats de location (location simple et location financement).

2.3.1 DETERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe Locindus évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). Leur évaluation se fonde sur des paramètres historiques.

Au 30/06/2013, les montants de CVA et de DVA comptabilisés par le groupe ne sont pas significatifs.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

Juste valeur en date de comptabilisation initiale

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale.

Hiérarchie de la juste valeur

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« juste valeur de niveau 2 »).

Les valorisations « de niveau 2 » s'appuient sur des paramètres observables et sur des modèles reconnus comme des standards de place (méthode d'actualisation des cash-flow futurs, technique d'interpolation...).

Juste valeur de niveau 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Transferts entre niveaux de Juste valeur

Il n'y a pas eu de transfert entre niveaux de juste valeur au cours du semestre.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés avec précaution.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, des hypothèses simplificatrices ont été retenues pour l'évaluation de la juste valeur de ces instruments.

2.4 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la Recommandation no 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil national de la comptabilité.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 30 juin 2013 des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation Locindus. Les états financiers consolidés Locindus ont été arrêtés par le conseil d'administration du 31 juillet 2013.

► NOTE 3- INFORMATION SECTORIELLE

En application d'IFRS 8 la société présente une information sectorielle qui reflète la vue du management établie sur la base de données internes de gestion. Dans ce cadre, Locindus présente la ventilation de ses actifs passifs et résultats sectoriels en fonction de ses activités économiques qui sont :

- la location-financement ;
- la location simple ;
- les prêts à la clientèle.

3.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

en K€	Activité Location Financement		Activité Location Simple		Prêts		Non affecté		Total Groupe	
	juin-13	juin-12	juin-13	juin-12	juin-13	juin-12	juin-13	juin-12	juin-13	juin-12
Loyers et revenus nets de charges directes	9 850	11 804	- 164	- 344	4 510	4 416			14 195	15 876
Charges et produits non récurrents	811	4 147	- 90	86	93		82	64	896	4 298
Charges financières *	-3 928	-4 278			-1 428	-2 052	- 985	-1 260	-6 341	-7 590
PRODUIT NET BANCAIRE	6 732	11 674	- 254	- 258	3 175	2 365	- 903	-1 196	8 750	12 585
Charges générales d'exploitation							-2 785	-3 402	-2 785	-3 402
Dotations aux immob. corporelles et incorporelles										
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	6 732	11 674	- 254	- 258	3 175	2 365	-3 688	-4 598	5 965	9 183
Coût du risque	603	- 21			240	- 110			843	- 131
RESULTAT D'EXPLOITATION	7 335	11 653	- 254	- 258	3 415	2 255	-3 688	-4 598	6 808	9 052
Gains ou pertes sur actifs immobilisés										
RESULTAT AVANT IMPOT	7 335	11 653	- 254	- 258	3 415	2 255	-3 688	-4 598	6 808	9 052
Impôt sur les bénéfices							-2 333	-3 479	-2 333	-3 479
RESULTAT NET	7 335	11 653	- 254	- 258	3 415	2 255	-6 021	-8 076	4 475	5 573

* La clef de répartition des charges financières ne prend pas en compte l'activité de location simple qui est considérée comme refinancée par les fonds propres.

3.2 BILAN CONSOLIDE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

ACTIF (K€)	30.06.2013					31.12.2012				
	Total	location finan- cement	location simple	Prêts	non affecté	Total	location finan- cement	location simple	Prêts	non affecté
Caisse, banques centrales, CCP	1				1	1				1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						401	401			
Instruments dérivés de couverture	15 678	15 678				21 205	21 205			
Actifs financiers disponibles à la vente										
Prêts et créances sur les établissements de crédit	105 663	806			104 857	171 556	1 068			170 488
Prêts et créances sur la clientèle	576 387	407 682		168 705		656 276	453 612		202 664	
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	326	326				855	855			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance										
Actifs d'impôts courants	808				808					
Actifs d'impôts différés	1 245				1 245	2 438	1 857		472	109
Comptes de régularisation et actifs divers	12 047	2 471	239		9 337	18 558	2 198	237		16 123
Actifs non courants destinés à être cédés										
Participations dans les entreprises associées	60				60	60				60
Immeubles de placement	5 056		5 056			5 151		5 151		
Immobilisations corporelles	37 080	37 080				19 907	19 907			
Immobilisations incorporelles										
TOTAL DE L'ACTIF	754 351	464 043	5 295	168 705	116 308	896 409	501 104	5 388	203 136	186 781

PASSIF (K€)	30.06.2013					31.12.2012				
	Total	location finan- cement	location simple	Prêts	non affecté	Total	location finan- cement	location simple	Prêts	non affecté
Banques centrales, CCP										
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						401	401			
Instruments dérivés de couverture	3 676	3 676				5 430	5 430			
Dettes envers les établissements de crédit	198 558	159 973		38 585		194 618	141 361		53 257	
Dettes envers la clientèle	1 554	1 554				1 751	1 751			
Dettes représentées par un titre	273 613	273 613				398 218	398 218			
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux										
Passifs d'impôts courants						1 695				1 695
Passifs d'impôts différés						1 201	1 159			42
Comptes de régularisation et passifs divers	11 474	8 504	454		2 516	31 645	25 159	656		5 830
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés										
Provisions	2 201	381			1 820	2 031	211			1 820
Dettes subordonnées										
Capitaux propres	263 275	7 334	- 254	3 415	252 780	259 418	22 480	- 349	5 016	232 271
dont résultat net	4 475	7 334	- 254	3 415	-6 020	10 521	22 480	- 349	5 016	-16 626
TOTAL DU PASSIF	754 351	455 035	200	42 000	257 116	896 409	596 171	307	58 273	241 658

► NOTE 4- NOTES RELATIVES AU BILAN

4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Ces actifs et passifs sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, et de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IAS 39.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en K€</i>	30.06.2013	31.12.2012
Juste valeur positive du dérivé incorporé au BMTN structuré		
Juste valeur positive du swap adossé au BMTN structuré		401
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat		401

Les dérivés de transaction à l'actif représentent les instruments dérivés négociés en couverture économique des opérations structurées.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en K€</i>	30.06.2013	31.12.2012
Juste valeur négative du swap adossé au BMTN structuré		
Juste valeur négative du dérivé incorporé au BMTN structuré		401
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat		401

Le passif financier à la juste valeur sur option consiste en un BMTN à échéance du 27 mai 2013.

4.2 HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

(en K€)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	VALEUR COMPTABLE AU 30.06.2013	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	VALEUR COMPTABLE AU 31.12.2012
ACTIFS FINANCIERS		15 678	60	15 738		21 606	60	21 666
Titres détenus à des fins de transaction								
<i>Dont titres à revenu fixe</i>								
<i>Dont titres à revenu variable</i>								
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction						401		401
<i>Dont dérivés de taux</i>						401		401
<i>Dont dérivés de change</i>								
<i>Dont dérivés de crédit</i>								
<i>Dont dérivés actions</i>								
<i>Dont Autres</i>								
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction						401		401
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
<i>Dont titres à revenu fixe</i>								
<i>Dont titres à revenu variable</i>								
Autres actifs financiers à la JV par le biais du cpte de Résultat								
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat								
Instruments dérivés de couverture		15 678		15 678		21 205		21 205
<i>Dont dérivés de taux</i>		15 678		15 678		21 205		21 205
<i>Dont dérivés de change</i>								
<i>Dont dérivés de crédit</i>								
<i>Dont dérivés actions</i>								
<i>Dont Autres</i>								
Instruments dérivés de couverture		15 678		15 678		21 205		21 205
Titres de participation - AFS			60	60			60	60
Autres titres disponibles à la vente								
<i>Dont titres à revenu fixe</i>								
<i>Dont titres à revenu variable</i>								
Autres actifs financiers disponibles à la vente								
Actifs financiers disponibles à la vente			60	60			60	60

Les actifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur correspondent aux titres de participations détenus dans Oséo et le Fonds de Garantie des Dépôts (FGD) valorisés à leur valeur nette comptable.

(en K€)	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	VALEUR COMPTABLE AU 30.06.2013	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	VALEUR COMPTABLE AU 31.12.2012
PASSIFS FINANCIERS		3 676		3 676		5 831		5 831
Titres détenus à des fins de transaction								
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction						401		401
Dont dérivés de taux						401		401
Dont dérivés de change								
Dont dérivés de crédit								
Dont dérivés actions								
Dont Autres								
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction						401		401
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Autres passifs financiers à la JV par le biais du cpte de Résultat								
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat								
Instruments dérivés de couverture		3 676		3 676		5 430		5 430
Dont dérivés de taux		3 676		3 676		5 430		5 430
Dont dérivés de change								
Dont dérivés de crédit								
Dont dérivés actions								
Dont Autres								
Instruments dérivés de couverture		3 676		3 676		5 430		5 430

4.3 PRETS ET CREANCES

4.3.1 PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Prêts et créances sur les établissements de crédit

en K€	30.06.2013	31.12.2012
A VUE	65 658	56 156
Comptes ordinaires débiteurs	64 852	55 088
Partenaires	806	1 068
A TERME	40 005	115 400
Prêts à terme	40 000	115 000
Créances rattachées	5	400
TOTAL PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	105 663	171 556

La juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit s'élève à 40.000 milliers d'euros au 30 juin 2013 (115.000 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

4.3.2 PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

<i>en K€</i>	30.06.2013	31.12.2012
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	100	201
Crédits promoteurs	11 241	11 802
Crédits équipement	6	6
Autres crédits à la clientèle	156 063	189 534
Créances rattachées crédit à la clientèle	2 215	2 281
Prêts et créances dépréciés		
Dépréciations individuelles		
Dépréciations sur base de portefeuille	- 920	-1 160
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	168 605	202 463
Encours de location financement	406 182	443 126
Produits à recevoir		4 205
Créances rattachées	2 393	7 108
Créances dépréciées	37	243
Dépréciations sur base de portefeuille	- 930	-1 070
OPERATIONS DE LOCATION FINANCEMENT ET ASSIMILEES	407 682	453 612
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	576 387	656 276

La juste valeur des autres concours à la clientèle s'élève à 163.311 milliers d'euros au 30 juin 2013 (185.982 milliers d'euros au 31 décembre 2012). Cette baisse significative s'explique principalement par la baisse des encours et la baisse des taux.

Cette juste valeur a été obtenue selon des techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2).

La juste valeur des opérations de Location-Financement au 30 juin 2013 est estimée à 428 M€ (508 M€ en décembre 2012) détaillée comme suit :

<i>en K€</i>	30.06.2013	31.12.2012
à taux fixe	282 941	368 163
à taux variable	145 423	139 433
TOTAL	428 364	507 596

Cette valorisation a été obtenue par l'actualisation des flux de trésorerie à percevoir sur le portefeuille de location financement jusqu'à son extinction.

Pour actualiser les flux de trésorerie au 30 juin 2013, Locindus a utilisé une courbe zéro coupon à laquelle a été appliquée la marge d'intérêt moyenne (+100 pb) pour l'ensemble du portefeuille de location financement à taux fixe. Concernant le portefeuille de Location financement à taux variables, les flux de trésorerie ont été actualisés avec le TIE (taux d'intérêt effectif) de chaque contrat.

Tableau de variation des contrats de location financement

	31.12.2012	Mise en exploitation	Amortissement et remboursement anticipé	30.06.2013
<i>en K€</i>				
Encours de location financement	443 126	7 544	44 488	406 182

4.4 CREANCES DEPRECIEES

	30.06.2013			31.12.2012		
<i>en K€</i>	Location Financement	Prêt	Location simple	Location Financement	Prêt	Location simple
Créances dépréciées			90			155
- sur loyers			90			155
- sur indemnités résiliation						
- sur prêts						
Créances dépréciées compromises	119		132	789		125
- sur loyers	119		132	789		125
- sur indemnités résiliation						
Total valeur brute	119		222	789		280
Dépréciations créances dépréciées			- 75			- 110
- sur loyers			- 75			- 110
- sur indemnités résiliation						
- sur prêts						
Dépréciations créances compromises	- 82		- 111	- 545		- 111
- sur loyers	- 82		- 111	- 545		- 111
- sur indemnités résiliation						
Total Dépréciations	- 82		- 186	- 545		- 221
Valeur nette créances dépréciées	37		36	244		59

4.5 IMPOTS DIFFERES

Analyse des actifs et passifs d'impôts différés par nature

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant :

en K€	30.06.2013			31.12.2012		
				[1]		
Impôts différés	base	taux	total	base	taux	total
Location financement	2 585	34,43	890	2 027	34,43	698
Prêts	1 109	34,43	382	1 371	34,43	472
Immeubles de placement	0	34,43	0	0	34,43	0
Instruments dérivés	99	34,43	34	119	34,43	41
Autres	- 177	34,43	- 61	76	34,43	26
TOTAL			1 245			1 237

(1) les actifs et passifs d'impôts sont présentés en net dans cette note.

4.6 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

en K€	30.06.2013	31.12.2012
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	60	60
Oseo (ex Sofaris) et FGD	60	60

Au 31 décembre 2012, les titres étaient classés en participations dans les entreprises associées.

en K€	Nombre de titres	Prix de revient unitaire €	Valeur brute K€
TITRES NON COTES			3
Oseo (ex Sofaris)	707	4	3
CERTIFICATS D'ASSOCIATION - FGD			57
TOTAL			60

4.7 IMMEUBLES DE PLACEMENT-IMMEUBLES CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immeubles de placement et immobilisations corporelles / incorporelles se décomposent comme suit :

	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
en K€						
IMMEUBLES DE PLACEMENT	11 240	-6 184	5 056	11 237	-6 086	5 151
Immeuble de placement en exploitation	11 018	-5 998	5 020	10 423	-5 865	4 558
Créances rattachées						
Créances douteuses	222	- 186	36	280	- 221	59
Immeubles de placement en cours				534		534

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 6.600 K€ au 30 juin 2013. (6.350 K€ en décembre 2012)

	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
en K€						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 080		37 080	19 907		19 907
Location Financement en cours	37 080		37 080	19 907		19 907

	30.06.2013			31.12.2012		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
en K€						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 584	- 1 584	-	1 584	- 1 584	-
Logiciels	1 584	-1 584	-	1 584	-1 584	-

Tableau des variations des immobilisations (valeurs brutes) :

en K€	Solde au 01.01.2012	Acquisitions Transferts	Cessions Transferts	Solde au 31.12.2012	Acquisitions Transferts	Cessions Transferts	Solde au 30.06.2013
Immeubles de placement							
Location simple en exploitation	9 733	5 044	-4 354	10 423	595		11 018
Immobilisations corporelles							
Crédit-bail en cours	2 362	19 907	-2 362	19 907	37 080	-19 907	37 080
Immobilisations incorporelles							
Logiciels	1 584			1 584			1 584

Variation des amortissements et dépréciations :

en K€	Solde au 01.01.2012	Dotations transferts	Reprises transferts	Solde au 31.12.2012	Dotations transferts	Reprises transferts	Solde au 30.06.2013
Immeubles de placement	7 489	2 748	-4 372	5 865	133		5 998
Amortissements	5 772	2 748	-2 655	5 865	133		5 998
Dépréciation d'actifs	1 717		-1 717				
Immobilisations corporelles							
Immobilisations incorporelles	1 584			1 584			1 584

4.8 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les dettes qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Dettes envers les établissements de crédit

en K€	30.06.2013	31.12.2012
Autres sommes dues (Partenaires)	705	591
Dettes à vue envers les établissements de crédit	705	591
Emprunts et comptes à terme	183 506	193 268
Dettes rattachées	14 347	759
Dettes à terme envers les établissements de crédit	197 853	194 027
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	198 558	194 618

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit s'élève à 198 M€ au 30 juin 2013 (194 M€ au 31 décembre 2012). Elle a été obtenue par actualisation des flux à payer en utilisant une courbe zéro coupon.

Dettes envers la clientèle

<i>en K€</i>	30.06.2013	31.12.2012
Clients créditeurs et comptes courants	197	197
A VUE	197	197
Comptes courants divers clients	1 357	1 554
A TERME	1 357	1 554
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	1 554	1 751

4.9 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

<i>en K€</i>	30.06.2013	31.12.2012
Emprunts obligataires - valeur nominale	250 000	250 000
Impact de la mise au coût amorti des emprunts obligataires		
Réévaluation de la composante taux des obligations	15 635	21 158
Dettes rattachées	7 978	6 916
TOTAL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES	273 613	278 074
Titres de créances négociables - valeur nominale		114 690
Dettes rattachées		5 454
TOTAL DES TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES		120 144
TOTAL DES DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	273 613	398 218

4.10 PROVISIONS

<i>en K€</i>	31.12.2012	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30.06.2013
Sur risque fiscal	150					150
Autres risques	1 881	170				2 051
PROVISIONS	2 031	170				2 201

4.11 ACTIONS ORDINAIRES

en K€	30.06.2013			31.12.2012		
	Nombre d'actions	Nominal (en euros)	Capital (en K€)	Nombre d'actions	Nominal (en euros)	Capital (en K€)
Valeur à l'ouverture	9 951 879	5,75	57 223	9 951 879	5,75	57 223
Augmentation de capital	764 183	5,75	4 394			
Réduction de capital						
Autres variations						
Valeur à la clôture	10 716 062	5,75	61 617	9 951 879	5,75	57 223

► NOTE 5 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

Ce poste enregistre les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille d'actifs détenus jusqu'à l'échéance, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées.

Il enregistre également les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

en K€	30.06.2013	30.06.2012
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	23 312	20 635
Intérêts sur contrat de location financement	10 265	11 803
Intérêts sur les swaps	8 247	3 823
Intérêts sur prêts à la clientèle	4 510	4 416
Autres intérêts	290	593

en K€	30.06.2013	30.06.2012
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	-14 878	-12 005
Intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe	-9 917	-7 057
Intérêts sur les swaps	-1 008	-1 226
Intérêts sur opérations avec les établissements de crédit	-3 118	-3 693
Autres intérêts	- 835	- 29

5.2 COMMISSIONS NETTES

en K€	30.06.2013			30.06.2012		
COMMISSIONS NETTES	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations de trésorerie et interbancaires		- 20	- 20		- 83	- 83
Sur opérations avec la clientèle	51		51			
Relatives aux opérations sur titres						
Sur ventes de produits d'assurance						
Autres commissions						
Total	51	- 20	31		- 83	- 83

5.3 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

Figurent notamment dans ce poste :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits de cession de contrat de crédit-bail ainsi que les indemnités perçues sur les opérations de Location Longue Durée. En juin 2013, l'activation par plusieurs locataires des sociétés Scribe, filiales de Locindus, de leur possibilité de devenir crédit-preneur direct de Locindus, a généré au niveau de ces filiales 917 milliers d'euros de produits non récurrents (contre 3 680 milliers d'euros en juin 2012).
- les dépréciations d'encours de location financement sur base individuelle ;

en K€	30.06.2013	30.06.2012
PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES	1 077	6 474
Sur location financement	935	4 393
- résultat de cession	- 27	501
- dépréciation	- 500	18
- indemnités reçues	917	3 680
- autres	545	194
Sur location simple	142	2 080
- loyers	82	209
- refacturation de charges	25	86
- dotation/reprise de provision		1 717
- plus-value de cession		
- pertes ou gains sur créances dépréciées	35	68
Sur autres activités		1

<i>en K€</i>	30.06.2013	30.06.2012
CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	- 936	-2 584
<i>Sur location financement</i>	- 540	- 245
- loyers terrain		
- charges propres	- 140	- 205
- charges refacturées	596	- 35
- dont dépréciation	- 170	
- autres charges	- 826	- 5
<i>Sur location simple</i>	- 396	-2 339
- dotation aux amortissements	- 133	- 124
- moins-value de cession		-1 699
- charges refacturables	- 173	- 321
- charges non refacturables	- 90	- 195
<i>Sur autres activités</i>		

5.4 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement des frais administratifs et services extérieurs. Les frais de personnel correspondent à la rémunération allouée aux mandataires sociaux.

<i>en K€</i>	30.06.2013	30.06.2012
Charges de personnel	- 17	- 18
Impôts et taxes	- 575	- 889
Services extérieurs (*)	-2 193	-2 495
Autres frais administratifs	-2 768	-3 384
TOTAL DES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-2 785	-3 402
(*) Dont prestations Groupe	-1 814	-2 023

5.5 COUT DU RISQUE

Ce poste enregistre la charge nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations constituées sur base de portefeuilles de créances homogènes.

Il porte aussi bien sur les prêts et créances que sur les titres à revenu fixe supportant un risque avéré de contrepartie. Les pertes liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance de la contrepartie figurent également dans ce poste.

<i>en K€</i>	30.06.2013	30.06.2012
Dotation ou reprise sur provision collective	380	- 140
Dotation ou reprise des provisions sur créances dépréciées	463	9
Engagement par signature		
TOTAL COUT DU RISQUE	843	- 131

5.6 IMPOTS SUR LE RESULTAT

<i>en K€</i>	30.06.2013	30.06.2012
Impôts courants	-2 341	-3 520
Impôts différés	8	41
TOTAL DES IMPOTS SUR LE RESULTAT	-2 333	-3 479

Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

<i>en K€</i>	30.06.2013	31.12.2012
Résultat net (part du groupe)	4 475	10 521
Variations de valeur des écarts d'acquisition		
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées		
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
Impôts	2 333	5 884
Résultat comptable avant impôts	6 808	16 405
Taux d'imposition de droit commun français	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France	2 344	5 648
Effet de la variation des impôts différés non constatés		
Majoration temporaire de l'impôt sur les sociétés		
Conséquences de l'évolution des taux d'impôt sur les impôts différés		
Effet des différences permanentes		-39
Impôts à taux réduits et activités exonérées		3
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger		
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts		185
Autres éléments	-11	87
Impôts sur le résultat	2 333	5 884
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)	34,27%	35,87%

► NOTE 6 - ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

en K€	30.06.2013	31.12.2012
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement		
Engagements en faveur de la clientèle	85 403	84 535
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	5 005	4 982
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	15 825	15 825
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	9 634	3 552
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME		
Contrats d'échange de taux d'intérêt	312 825	457 938

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES EN FAVEUR DE LA CLIENTELE

Il s'agit d'ouvertures de crédits confirmés sur des opérations de prêts pour une valeur de 11,8 M€ au 30 juin 2013 et sur des opérations de crédit-bail pour 73,6 M€.

ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES EN FAVEUR D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Locindus a donné une garantie à Cicobail sur une opération de crédit-bail pour un montant de 3,3 M€. Dans le cadre d'une cession de créance entre Locindus et le Crédit Foncier, une garantie de réduction de prix de cession a été donnée pour un montant de 1,67 M€.

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ils correspondent principalement à une ligne de refinancement interbancaire pour 10 M€ non utilisée au 30 juin 2013.

ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Cautions reçues d'établissements de crédit pour 9,6 M€ au 30 juin 2013 afin de garantir tout ou partie d'opérations de location financement ou de prêts hypothécaires.

GESTION DES RISQUES

L'activité de financement d'actifs immobiliers expose Locindus à un ensemble de risques identifiés et faisant l'objet d'une gestion active et permanente assurée par le Responsable des Risques en liaison directe avec la Direction de Locindus.

La typologie des principaux risques encourus par l'activité de Locindus est la suivante :

- Risque de crédit/contrepartie
- Risque de taux
- Risque de liquidité

RISQUE DE CREDIT/CONTREPARTIE

Locindus a mis en place une politique de crédit assortie de procédures, visant à assurer une sélection optimale de ses risques de contrepartie pour chaque opération nouvelle. Cette sélection qui s'effectue lors d'un comité s'appuie sur une étude de la solidité financière des contreparties par les Directeurs clientèle et sur une expertise externe du sous-jacent immobilier. Une contre analyse est menée par la Direction des risques du Crédit Foncier.

Après une première décision favorable du Comité métier Locindus, tout engagement de plus de 5 M€ ou encours sur le client supérieur à 10 M€ après opération étudiée est soumis pour avis au Comité national des engagements du Crédit Foncier voir, si nécessaire, à un comité BPCE.

Analyse des opérations

Tous les dossiers de crédit, quels qu'en soient les montants, font l'objet d'une contre-analyse réalisée par la Direction des risques du Crédit Foncier.

Cette analyse est conduite indépendamment de l'étude approfondie des risques réalisée par les Directeurs de clientèle (portant sur le crédit preneur ou l'emprunteur comme sur le sous-jacent immobilier financé) et fait l'objet d'une note spécifique mise à disposition des membres du Comité Locindus.

Les dossiers soumis au Comité national des engagements sont aussi présentés avec cette contre-analyse.

Il est systématiquement pris en compte la notion de groupe client, conformément à la réglementation (les données sur les principaux groupes clients sont gérées sous un progiciel). Les données de groupes clients CBI sont consolidées dans le système d'information central du Crédit Foncier.

Contrôles et reporting des risques

Un reporting trimestriel d'analyse des encours (répartitions par type de biens financés, par notation,...) est réalisé par la Direction des risques du Crédit Foncier à destination du Comité d'audit de Locindus.

Par ailleurs, une analyse synthétique des risques de Locindus est présentée au Comité des risques du Crédit Foncier.

Dans le cadre de l'intégration du groupe Locindus au sein du Crédit Foncier, la Commission des impayés du Crédit Foncier examine tous les dossiers du groupe Locindus ayant des impayés significatifs. Les dossiers sensibles de Locindus sont présentés dans les Comités watch list et affaires sensibles du Crédit Foncier.

Rentabilité des opérations de crédit

Chaque nouvelle opération de financement fait l'objet d'une analyse formalisée de sa rentabilité envisagée. Un contrôle de la rentabilité prévisionnelle est effectué au moment de la mise en place du refinancement par le pôle Finances/Risques du Crédit Foncier. La marge est publiée dans le reporting commercial hebdomadaire dès que l'opération de financement est au statut autorisée et elle peut ainsi être rapprochée du calcul Front-Office.

Systèmes de notation interne des contreparties et de l'immobilier

Chaque nouvelle opération de crédit-bail immobilier et de crédit est notée à partir des systèmes de notation Bâle II développés par BPCE. Le stock fait également l'objet d'une renotation.

Ces systèmes se déclinent en fonction du segment de marché auquel le client appartient. Ils sont utilisés à l'octroi et en renotation a minima annuelle. Lors de l'octroi, ces notes sont calculées par les chargés d'affaires et contrôlées par les analystes risques de la Direction des risques. La renotation est quant à elle effectuée par la Direction des opérations corporates du Crédit Foncier de France.

Les marchés susceptibles de concerner le groupe Locindus sont les suivants :

- PME/PMI
- Grands Corporates (CA > 1 000 M€)
- Opérations d'investissements logées dans un véhicule ad hoc et sans recours

Dans les deux premiers cas, le client payeur (crédit preneur) peut être l'entité utilisatrice ou un véhicule ad hoc (SCI, SARL...) qui sous-loue à l'entité utilisatrice. Dans ce cas, la notation porte toujours sur l'entité qui constitue le risque réel (contrepartie en risque).

Maîtrise des limites

La politique de risques de crédit s'inscrit dans le cadre prudentiel défini par le Crédit Foncier et BPCE. Tous les engagements sont décidés dans un comité, lequel fixe également les garanties à prendre.

La prise des garanties est de la compétence du Service Juridique de Locindus composé de juristes d'affaires spécialisés.

Le système de limites d'engagements par contrepartie est conforme à celui fixé par la Direction des risques du Crédit Foncier, lui-même en conformité avec les directives du Groupe BPCE. Les limites sont déterminées par la Direction des risques du Crédit Foncier, présentées et validées au Comité des risques du groupe Crédit Foncier. La Direction des risques présente par ailleurs ses contrôles à cette instance. Tous les dossiers dont l'encours consolidé au niveau du groupe Crédit Foncier atteint 20 M€ ou est susceptible d'atteindre ce montant à court terme doivent faire l'objet d'une fixation de limites. Par ailleurs, la Direction des risques peut proposer à dire d'expert une limite sur chaque opérateur, notamment sur les petits opérateurs.

RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

La société Locindus a uniquement pour activité financière le financement de biens immobiliers (opérations de crédit-bail immobiliers et prêts).

Il n'existe pas de risque de taux lié à des opérations de marché de type trésorerie autonome. Les seules opérations de marché réalisées sont des opérations de micro et macro couverture dans le cadre de la gestion Actif-Passif et prises en compte dans le pilotage du risque de taux global.

Le risque de taux d'intérêt global (au sens de l'article 4 du CRBF 97-02) découle donc fondamentalement de la politique menée en matière d'adossment en taux des emplois aux ressources.

Ce risque est suivi dans le cadre de la gestion Actif- Passif.

RISQUE DE LIQUIDITE ET POLITIQUE DE REFINANCEMENT

Les facteurs de liquidité à moyen-long terme sont essentiellement : à l'actif, l'évolution des encours financiers des opérations de crédit et de location financement, au passif, l'évolution des encours des opérations de refinancement.

Le risque de liquidité à moyen-long terme (risque de ne pouvoir trouver à terme la ressource nécessaire au refinancement d'un emploi qui perdure) découle donc fondamentalement de la politique d'adossment en liquidité des emplois longs à des ressources longues.

Le risque de liquidité est mesuré, surveillé et maîtrisé dans le cadre des travaux de suivi de la gestion Actif-Passif.

Etat des lieux des procédures et des méthodes

Le risque de liquidité, c'est-à-dire le risque de ne pas pouvoir faire face à ses engagements vis-à-vis de ses contreparties par manque de liquidité, est limité pour Locindus dans la mesure où la société se refinance à court terme comme à long terme auprès du Crédit Foncier.

Les lignes de refinancement sont mises en place par le Crédit Foncier dans le cadre budgétaire établi et validé par les organes exécutifs et de contrôle des entités.

Le Crédit Foncier a également accordé à Locindus une autorisation de découvert de 5 M€.

Définition et respect des limites

Le gap de liquidité est présenté à un horizon de 20 ans; il est soumis à limite sur 10 ans et au-delà il est produit à titre d'observation. Les limites de liquidités appliquées par le Crédit Foncier ont été transposées au périmètre de Locindus, à savoir le suivi du respect du coefficient réglementaire à un mois de liquidité et le ratio emplois/ressources encadré d'une limite dégressive à 10 ans (il se doit d'être supérieur à 85 % de 0 à 3 ans, supérieur à 70 % de 4 à 6 ans, et supérieur à 55 % de 7 à 10 ans).

Assurances

La politique d'assurance de la Société est basée sur un objectif de couverture des risques liés à :

- I. l'intervention de Locindus en qualité de crédit bailleur et/ou de maître d'ouvrage dans certaines opérations de réalisation d'ouvrages neufs, constructions, extensions et modifications d'ouvrages existants et rénovation lourde, à la location longue durée, aux prêts hypothécaires ou de travaux sur les immeubles du patrimoine relevant de l'assurance construction.

Chaque opération est couverte par :

- une police dommages-ouvrage couvrant pendant dix ans les dommages de nature décennale affectant l'immeuble, assortie d'une police constructeur non réalisateur couvrant la responsabilité décennale de vendeur, dans le cas où Locindus devrait vendre l'immeuble dans les dix ans de la réception des travaux,
- une police tous risques chantier garantissant tous les dommages matériels subis par l'ouvrage en cours de construction (du démarrage du chantier à la réception des travaux).

- II. et en liaison avec un important cabinet de courtage, la propriété des immeubles en distinguant le secteur crédit-bail immobilier et l'activité patrimoniale.

Concernant le crédit-bail immobilier, l'immeuble est assuré soit par Locindus soit par le crédit-preneur tant pour son compte que pour celui de Locindus (après contrôle préalable des conditions d'assurance, puis vérification annuelle). De plus, et afin de compenser d'éventuels défauts, insuffisances, voire l'absence totale d'assurance par le crédit-preneur ou par le syndic de copropriété pour les immeubles soumis à ce régime, Locindus a mis en place une police dite « parapluie » (umbrella) relative à l'ensemble des immeubles dont elle est propriétaire. Les risques couverts sont ceux relatifs à un incendie, aux dégâts des eaux, aux explosions, aux catastrophes naturelles, aux tempêtes, avec extension notamment aux pertes de loyers, recours des voisins...

Concernant l'activité patrimoniale, les biens immobiliers sont également assurés pour couvrir ces mêmes types de risques.

Par ailleurs, Locindus bénéficie notamment, en sa qualité de filiale du Crédit Foncier de France, des couvertures suivantes souscrites pour l'ensemble du Groupe BPCE auquel elle est rattachée :

- Responsabilités Civiles Professionnelle, d'Exploitation, et des Dirigeants et Mandataires Sociaux,
- Fraude et actes de malveillance informatique et perte d'activité bancaire consécutive,
- Dommages immatériels informatiques et perte d'activité bancaire consécutive.

Concernant le risque de pollution, Locindus ne se couvre pas directement, ses contrats mettant à la charge des preneurs toute responsabilité en matière de pollution.

► NOTE 8 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du groupe n'a pas connu d'évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2013.

Au 30 juin 2013, le périmètre de consolidation est le suivant :

Sociétés consolidées	Forme juridique (création)	Méthode de consolidation	% Contrôle	% d'Intérêt
OXIANE	SA (1er juillet 1992)	Intégration globale	100	100
SCRIBE-BAIL	SARL (31 octobre 1996)	Intégration globale	100	100
SCRIBE-BAIL ACTIV	SAS (février 2001)	Intégration globale	100	100
SCRIBE BAIL COM	SAS (février 2001)	Intégration globale	100	100
SCRIBE BAIL LOGIS	SAS (février 2001)	Intégration globale	100	100
SCRIBE BAIL HOTEL	SAS (février 2001)	Intégration globale	100	100
SCRIBE BAIL TERTIAIRE	SAS (février 2001)	Intégration globale	100	100
SCRIBERICA	SAS (octobre 2002)	Intégration proportionnelle	50	50
SCRIBEURO	SAS (juillet 2003)	Intégration globale	100	100
EUROSCRIBE	SAS (juillet 2003)	Intégration proportionnelle	50	50

Les principales données chiffrées (100 %) des sociétés consolidées par l'intégration proportionnelle au 30 juin 2013 sont les suivantes :

SCRIBERICA

en K€	30.06.2013	31.12.2012
Capital	37	37
Résultat	- 1	429
Capitaux propres	448	450
Total actif	456	673
Chiffres affaires	-	642

EUROSCRIBE

en K€	30.06.2013	31.12.2012
Capital	37	37
Résultat	714	- 11
Capitaux propres	924	211
Total actif	1 965	997
Chiffres affaires	2 368	2 982

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Locindus S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 29 août 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Xavier De Coninck
Partner

Neuilly-sur-Seine, le 29 août 2013

PricewaterhouseCoopers Audit

Anik Chaumartin
Associée

RESPONSABLE DU DOCUMENT

M. PHILIPPE DUPIN

Directeur général de Locindus

Attestation du responsable

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés de Locindus pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité figurant en pages 1 à 29 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice. »

Charenton, le 29 août 2013

Philippe Dupin
Le Directeur général



Locindus SA à Conseil d'administration au capital de 61 617 356,50 euros

SIRET 642 041 768 00036 – APE 6491 Z – 642 041 768 RCS Paris

FILIALE DU CREDIT FONCIER

Siège social : 19, rue des Capucines – 75001 Paris

Bureaux et correspondance : 4, quai de Bercy – 94224 Charenton cedex – Tél.: 01 57 44 83 55

www.locindus.fr